

---

# Investissements directs 2012

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK





---

Investissements directs  
2012



---

# Table des matières

Page

<b>6</b>	<b>Aperçu</b>
<b>8</b>	<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>
8	Exportations de capitaux
10	Stocks d'investissements directs
11	Revenus de capitaux
12	Effectifs
<b>13</b>	<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>
13	Importations de capitaux
14	Stocks d'investissements directs
15	Revenus de capitaux
16	Effectifs
<b>17</b>	<b>Thèmes spéciaux</b>
17	Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger
18	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
22	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
<b>24</b>	<b>Commentaires</b>
24	Modifications par rapport à l'année précédente
24	Fondements méthodologiques et statistiques
<b>25</b>	<b>Fondements juridiques</b>
<b>26</b>	<b>Définition des groupes de branches</b>
<b>27</b>	<b>Définition des pays et des régions</b>

Page

**A1 Tableaux**

A3 Explication des signes et remarques

**Investissements directs suisses à l'étranger**

A4 1.1 Pays – Exportations de capitaux

A6 1.2 Pays – Etat en fin d'année

A8 1.3 Pays – Effectifs

A10 1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux

A11 1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année

A12 1.6 Branches et secteurs – Effectifs

A13 1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux

A14 1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux

**Investissements directs étrangers en Suisse**

A16 2.1 Pays – Importations de capitaux

A17 2.2 Pays – Etat en fin d'année

A18 2.3 Pays – Effectifs

A21 2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux

A21 2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année

A22 2.6 Branches et secteurs – Effectifs

A23 2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux

A24 2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux

**A26 Informations complémentaires sur les investissements directs et les thèmes spéciaux**



Exportations de capitaux en vue d'investissements directs au même niveau qu'en 2011 – Hausse des revenus découlant des filiales à l'étranger – En 2012 aussi, les effectifs à l'étranger ont progressé le plus fortement en Asie – Nouveau recul des importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse.

En 2012, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger ont porté sur 42 milliards de francs comme l'année précédente. Si les investissements directs avaient surtout été effectués sous forme de crédits à des filiales à l'étranger en 2011, les investissements sous forme de capital social ont dominé en 2012. Leur évolution a toutefois varié sensiblement d'une branche à l'autre. Les investissements directs effectués par les sociétés financières et holdings, les banques et le groupe de branches *Transports et communications* ont été plus élevés qu'en 2011, tandis que ceux des compagnies d'assurances, des entreprises du commerce et de l'industrie ont

reculé. Les entreprises suisses ont investi davantage en Europe (11 milliards de francs), qu'en 2011 (5 milliards). Toutefois, les filiales situées outre-mer ont accueilli la majeure partie des flux de capitaux, soit 31 milliards de francs (2011: 37 milliards). Les investissements directs en Amérique du Nord ainsi qu'en Amérique centrale et du Sud ont augmenté par rapport à 2011; ceux en Asie ont par contre diminué.

Les stocks d'investissements directs à l'étranger ont connu une hausse de 25 milliards pour s'établir à 1 071 milliards de francs. Cette hausse a reposé principalement sur les exportations de capitaux, bien que l'évolution des cours de change ait de nouveau légèrement pesé sur leur valeur en francs. Les effectifs à l'étranger se sont accrus de 2%, passant à 2,889 millions de personnes. De nouveau, c'est en Asie que la progression des effectifs a été la plus forte. Désormais, presque un quart des personnes travaillant à l'étranger pour des investisseurs directs suisses étaient employées en Asie.

## INVESTISSEMENTS DIRECTS EN 2012: APERÇU

Tableau 1

		2011	2012	Variation en %
<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	42.5	42.2	-0.6
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	1 046.3	1 070.5	2.3
Revenus de capitaux	en milliards de francs	43.6	59.9	37.5
Effectifs	en milliers de personnes	2 821.5	2 889.1	2.4
<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>				
Importations de capitaux	en milliards de francs	23.6	9.6	-59.3
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	652.3	671.6	2.9
Revenus de capitaux	en milliards de francs	33.8	40.7	20.5
Effectifs <sup>1</sup>	en milliers de personnes	433.8	444.6	2.5

<sup>1</sup> Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine.



Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté, s'inscrivant à 60 milliards de francs, contre 44 milliards en 2011. Cet accroissement est dû en premier lieu à une hausse des revenus enregistrés par les sociétés financières et holdings, mais aussi par l'industrie.

Par rapport à d'autres pays, la Suisse détient un volume élevé d'investissements directs à l'étranger. Si l'on considère les stocks d'investissements directs, elle compte parmi les plus grands investisseurs mondiaux (source: IWF, <http://cdis.imf.org>). Plusieurs raisons expliquent l'importance de la Suisse à cet égard, notamment la présence sur son sol de nombreux sièges principaux de grands groupes multinationaux et l'attrait qu'elle présente, comme lieu d'implantation, pour les holdings en mains étrangères. Les pays qui la devancent sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg, ces deux derniers Etats abritant eux aussi de nombreux holdings.

En 2012, les investissements directs étrangers en Suisse ont généré une importation de capitaux de 10 milliards de francs (2011: 24 milliards). Les investisseurs à l'étranger ont diminué le capital social de leurs filiales en Suisse et rapatrié 10 milliards de francs; l'année précédente, ils avaient investi 4 milliards de francs. Par contre, de nouveaux fonds ont été placés sous forme de bénéfiques réinvestis et de crédits au sein de groupes.

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 20 milliards en 2012, s'inscrivant à 672 milliards de francs. Selon la ventilation fondée sur l'investisseur immédiat, cette progression concerne principalement l'UE. Selon la ventilation fondée sur le pays de l'investisseur ultime, la hausse est toutefois nettement plus marquée aux Etats-Unis que dans l'UE.

Les revenus que l'étranger a tirés des investissements directs en Suisse ont porté sur 41 milliards de francs, contre 34 milliards en 2011. Cette augmentation s'explique principalement par celle des recettes enregistrées par les sociétés financières et holdings et le groupe de branches *Transports et communications*.

Fin 2012, les entreprises comptant des investisseurs directs étrangers employaient 445 000 personnes en Suisse<sup>1</sup>, soit 11% de l'ensemble des effectifs de l'industrie et des services en Suisse (4,2 millions de personnes).

---

<sup>1</sup> Les effectifs de ces entreprises ont été recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

## EXPORTATIONS DE CAPITAUX

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 42 milliards de francs, comme en 2011. Leur évolution a toutefois très largement varié d'une branche à l'autre.

Elles ont ainsi fléchi dans l'industrie, passant de 23 milliards à 19 milliards de francs. Les crédits au sein de groupes ont joué un rôle décisif dans ce repli: les entreprises de l'industrie ont rapatrié de leurs filiales à l'étranger un montant net de 2 milliards de francs, alors qu'elles avaient octroyé de nouveaux crédits à concurrence de 22 milliards l'année précédente. Par contre, elles ont renforcé les fonds propres de filiales existantes et effectué davantage d'acquisitions à l'étranger. Le groupe de branches *Chimie et plastique* a investi 10 milliards de francs, contre 16 milliards en 2011. Malgré ce recul, il reste le plus gros investisseur de l'industrie.

Les entreprises du groupe de branches *Métallurgie et machines* ont placé 4 milliards de francs, alors qu'elles avaient effectué des désinvestissements à hauteur de 8 milliards un an auparavant.

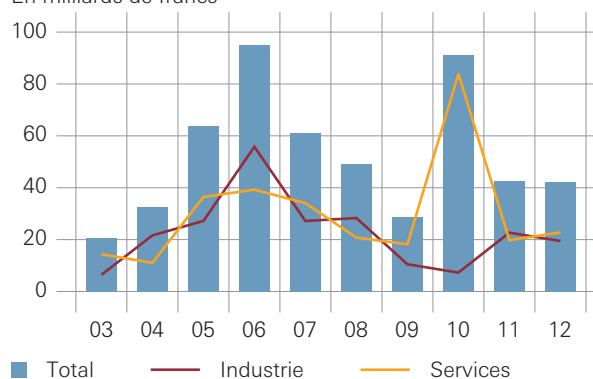
Les exportations de capitaux des entreprises des services (hors sociétés financières et holdings) ont passé de 23 milliards en 2011 à 16 milliards de francs en 2012. Ce repli est surtout le fait des groupes de branches *Assurances* et *Commerce*. Par rapport à 2011, les compagnies d'assurances ont effectué moins d'investissements directs sous forme de capital social, tandis que les entreprises du commerce ont

Graphique 1

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Exportations de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

réduit leurs crédits en faveur de leurs filiales à l'étranger. Par contre, les sociétés financières et holdings ont investi à l'étranger nettement plus que l'année précédente: elles ont exporté un montant de 7 milliards de francs. L'année précédente, elles avaient effectué des désinvestissements à hauteur de 3 milliards. En 2012, les sociétés financières et holdings en mains suisses ont dominé l'évolution de ce groupe de branches. Il s'agit essentiellement de sièges principaux de grands groupes multinationaux qui ont été transférés durant ces dernières années en Suisse, mais qui restent majoritairement en mains d'une pluralité d'actionnaires domiciliés à l'étranger. L'activité la plus importante de ces entreprises en Suisse se limite généralement à la détention de participations à l'étranger et à la fourniture de services de nature administrative et financière pour le groupe. Comme pour les investissements directs des sociétés financières et holdings en mains étrangères, ceux des sociétés financières et holdings en mains suisses peuvent varier considérablement, souvent sans aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs.

En 2012, les entreprises suisses ont investi principalement outre-mer (31 milliards de francs); le flux de fonds vers les pays d'Europe a porté sur 11 milliards de francs, ce qui représente un quart environ des investissements directs. Pour la première fois depuis 2000, l'Amérique du Nord a été le premier destinataire des investissements directs suisses: les entreprises y ont placé 15 milliards de francs (2011: 12 milliards), dont 11 milliards aux Etats-Unis. Alors qu'en Amérique du Nord, les investissements sous forme de crédits d'entreprises avaient dominé en 2011, les investissements directs effectués en 2012 ont essentiellement pris la forme de capital social et de bénéfices réinvestis. L'Amérique centrale et du Sud a été la deuxième destination des investissements directs suisses (14 milliards de francs, dont 6 milliards dans les centres financiers offshore,

3 milliards en Argentine et 2 milliards au Brésil). Les investissements directs en Asie se sont inscrits à 9 milliards de francs, contre 17 milliards en 2011. Totalisant ensemble 5 milliards de francs, Hong Kong et la Chine sont restés les principaux bénéficiaires. De même, la Malaisie (2 milliards de francs) et les Philippines (1 milliard) ont été des destinations importantes. Dans ces deux pays, les investissements directs ont été effectués en majeure partie sous forme d'acquisitions. Les entreprises suisses – notamment les sociétés financières et holdings – ont rapatrié 5 milliards de francs de leurs filiales en Australie. En 2011, elles y avaient exporté un montant du même ordre. Dans les pays de l'UE, les investissements directs se sont établis à 11 milliards de francs (2011: 5 milliards). Ils ont été largement marqués par des restructurations de groupes. Des investissements à hauteur de 28 milliards ont été effectués au Royaume-Uni, tandis que 17 milliards de francs ont été rapatriés de filiales néerlandaises. Par ailleurs, le Luxembourg, pays spécialement attrayant pour les holdings, a bénéficié d'un afflux de fonds à hauteur de 5 milliards de francs. En revanche, les entreprises suisses ont rapatrié des fonds de leurs filiales situées en France (–5 milliards de francs) et en Allemagne (–4 milliards).

## STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2012, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté de 25 milliards pour atteindre 1 071 milliards de francs. Leur progression a reposé principalement sur des exportations de capitaux. Comme en 2011, l'évolution des cours de change a légèrement pesé sur la valeur en francs des stocks d'investissements directs. L'accroissement des stocks a découlé exclusivement de la composante *Capital social*. La composante *Crédits au sein de groupes* a par contre reculé.

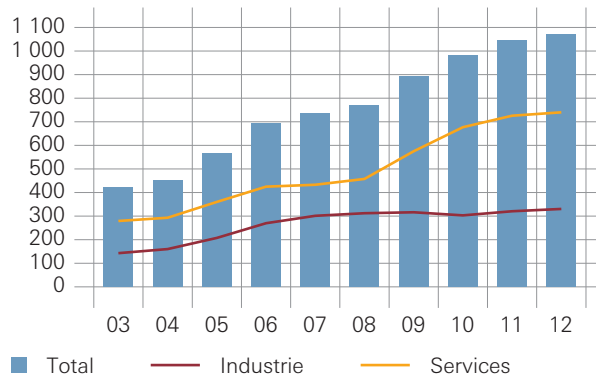
La hausse des stocks d'investissements directs est due pour un peu plus de la moitié au secteur des services: pour les compagnies d'assurances, elle a été de 6 milliards, portant les stocks à 138 milliards de francs; dans les sociétés financières et holdings, qui est le groupe de branches détenant les stocks d'investissements directs les plus importants, elle s'est élevée à 3 milliards, faisant passer les stocks à 410 milliards de francs, soit 38% du total. Dans l'industrie, les stock d'investissements directs suisses à l'étranger se sont accrus de 9 milliards pour s'établir à 330 milliards de francs. Les groupes de branches *Chimie et plastique*, *Métallurgie et machines*, et *Autres industries et construction* ont contribué, pour 3 milliards chacun, à cette progression, le volume total de leurs stocks d'investissements directs atteignant respectivement 138 milliards de francs, 39 milliards et 91 milliards. Les entreprises du groupe de branches *Textile et habillement* ont été les seules à connaître une diminution (-2 milliards) de leurs investissements directs à l'étranger, qui se sont inscrits à 8 milliards de francs. La part de l'industrie dans le volume total est restée de 31%.

Graphique 2

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs

En milliards de francs



Source: BNS.

La répartition géographique montre que, malgré un léger recul, l'Europe continue à présenter les stocks les plus élevés, soit 516 milliards de francs (48% du total), dont 458 milliards détenus dans les pays de l'Union européenne. Parmi ceux-ci, le Luxembourg occupait la première place (99 milliards de francs), devant le Royaume-Uni (83 milliards de francs) qui a supplanté les Pays-Bas (61 milliards) à la deuxième place. Dans ces deux derniers pays, l'évolution des stocks d'investissements directs suisses a été fortement marquée par des restructurations de sociétés au sein de groupes. En Amérique centrale et du Sud, les stocks d'investissements directs se sont accrus de 23 milliards pour s'établir à 181 milliards de francs. La majeure partie de cette augmentation concerne les centres financiers offshore. En Asie, les stocks ont atteint 106 milliards de francs, soit une progression de 9 milliards due aux entreprises de l'industrie, et notamment au groupe de branches *Autres industries et construction*. En Amérique du Nord, les stocks d'investissements directs suisses ont reculé de 2 milliards en raison de l'affaiblissement du dollar des Etats-Unis, et se sont inscrits à 239 milliards de francs.

## REVENUS DE CAPITAUX

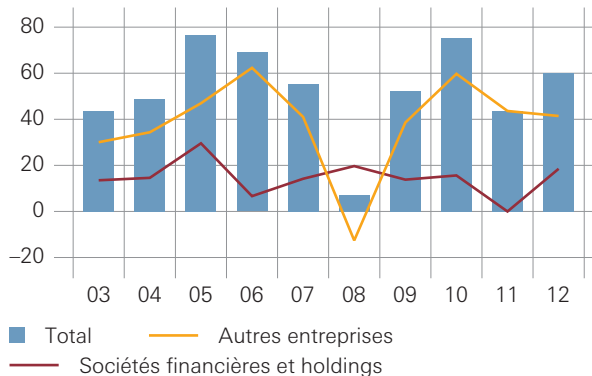
Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger se sont établis à 60 milliards de francs, contre 44 milliards en 2011. Dans le secteur des services, cet accroissement (+ 11 milliards, soit un total de 28 milliards de francs) a été principalement porté par les sociétés financières et holdings, qui ont enregistré des revenus à hauteur de 19 milliards de francs en 2012, alors qu'elles avaient affiché de légères pertes en 2011. Par contre, les compagnies d'assurance ont tiré moins de capitaux de leurs filiales à l'étranger (-4 milliards), ceux-ci se chiffrant à 9 milliards de francs. Les filiales à l'étranger des banques ont accusé une perte de 5 milliards de francs en 2012; elles avaient connu un résultat équilibré en 2011. Les entreprises de l'industrie ont enregistré des revenus de capitaux totalisant 32 milliards de francs, soit une hausse de 5 milliards, à laquelle tous les groupes de branches ont participé. Les filiales à l'étranger du groupe de branches *Chimie et plastique* ont affiché des revenus de capitaux de 11 milliards de francs (2011: 10 milliards), et celles du groupe de branches *Autres industries et construction*, 10 milliards de francs (2011: 8 milliards). En 2012, les revenus de capitaux englobaient environ deux tiers de dividendes, un quart de bénéfices réinvestis, et, pour le reste, des produits des intérêts sur les crédits au sein de groupes.

Graphique 3

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

## EFFECTIFS

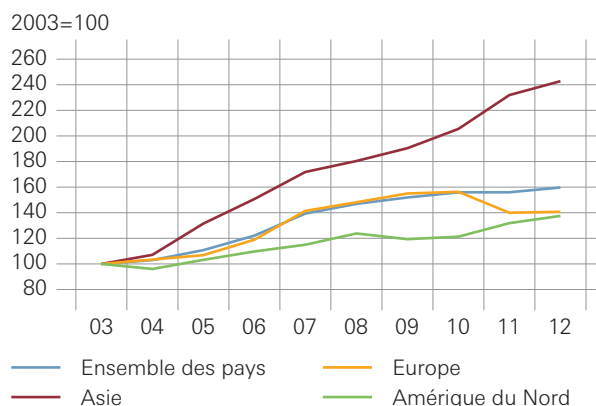
Fin 2012, les implantations suisses à l'étranger recensaient 2 889 000 salariés, ce qui correspond à une augmentation de 68 000 personnes (+2%) en un an (38 000 dans l'industrie et 30 000 dans les services). Au sein du secteur de l'industrie, tous les groupes de branches ont accru leurs effectifs à l'étranger. En termes absolus comme relatifs, la progression de l'emploi dans le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* a été la plus marquée (+6% ou +13 000 personnes). Elle est due en majeure partie à des acquisitions à l'étranger. Dans les services, les entreprises du commerce ont également accru leurs effectifs à l'étranger de 13 000 personnes, tout comme les sociétés financières et holdings. Les banques ont été le seul groupe de branches à réduire les effectifs de ses filiales à l'étranger (-3 000 personnes).

Comme les deux années précédentes, les investisseurs suisses ont renforcé leurs effectifs surtout en Asie, les portant à 689 000 personnes (+31 000). L'accroissement a été le plus marqué en Indonésie et en Chine (+8 000 pour chacun de ces pays). Fin 2012, les filiales en Chine employaient 201 000 personnes (seuls les Etats-Unis et l'Allemagne comptaient plus de salariés travaillant pour des investisseurs suisses). Au total, 24% des personnes employées dans les implantations des entreprises suisses à l'étranger se trouvaient en Asie, contre 5% au milieu des années 1980. En Amérique du Nord, les effectifs ont crû de 18 000, passant à 450 000 personnes et portant à 16% la part de cette région dans le total des effectifs à l'étranger. En Europe, les effectifs des filiales suisses ont augmenté de 0,6% (+7 000), atteignant 1 282 000 personnes, soit 44% du total des effectifs à l'étranger (contre plus de 60% au milieu des années 1980). Parmi les pays européens, la France et la Turquie ont enregistré la plus forte progression des effectifs (+3 000 personnes respectivement), et le Royaume-Uni, la réduction la plus marquée (-6 000).

Graphique 4

## INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Effectifs: indexés

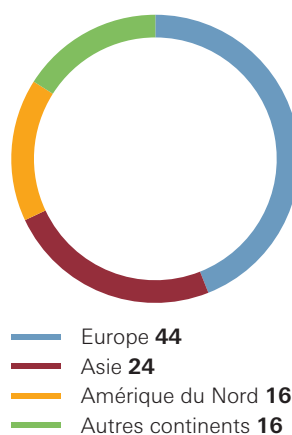


Source: BNS.

Graphique 5

## EFFECTIFS À L'ÉTRANGER FIN 2012

Répartition géographique en %



Total: 2.9 millions de personnes

Source: BNS.

# Investissements directs étrangers en Suisse

## IMPORTATIONS DE CAPITAUX

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 10 milliards de francs, contre 24 milliards en 2011. Ce repli est dû principalement au poste *Capital social*, où les réductions de capital ont, en 2012, excédé de 10 milliards de francs les augmentations. L'année précédente, les entreprises étrangères avaient investi au total 4 milliards de francs dans le capital social de leurs filiales en Suisse. Les crédits au sein de groupes ont débouché sur une importation de capitaux de 5 milliards de francs, soit un montant inférieur de 2 milliards à celui de 2011. Les bénéfices réinvestis ont en revanche progressé de 2 milliards pour atteindre 14 milliards de francs.

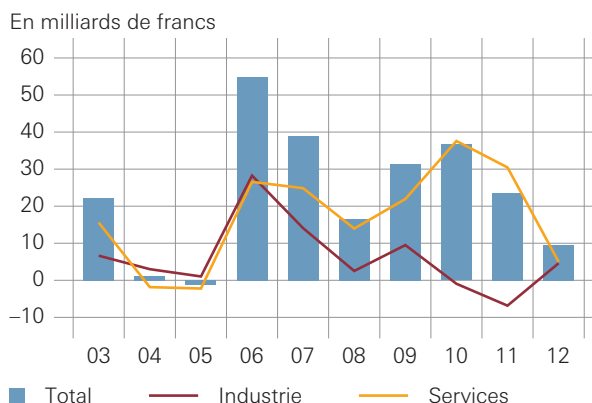
En 2012, tant l'industrie que les services ont enregistré un afflux de fonds de 5 milliards de francs. Dans l'industrie, les entreprises du groupe de branches *Métallurgie et machines* ont été les bénéficiaires d'investissements directs pour un montant net de 1 milliard de francs, alors que des désinvestissements exceptionnellement élevés (8 milliards) y avaient été observés en 2011. Du côté des services, 6 milliards de francs ont été placés dans les entreprises du commerce et 6 milliards également dans celles des transports et communications. Les sociétés financières et holdings ont par contre enregistré des sorties de capitaux à hauteur de 5 milliards de francs.

Les entreprises de l'UE ont été, et de loin, les plus gros investisseurs directs en Suisse, avec un montant de 21 milliards de francs. L'année précédente, elles avaient rapatrié des fonds pour 8 milliards de francs. Les capitaux en provenance de l'UE ont afflué prioritairement d'Irlande et de Hongrie (environ 35 milliards pour ces deux pays<sup>2</sup>) ainsi que des Pays-Bas (13 milliards de francs). Les sorties de fonds vers le Luxembourg (-23 milliards de francs) s'expliquent principalement par des restructurations de groupes. Des flux d'investissements directs vers la Suisse sont venus également d'Amérique du

Graphique 6

## INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

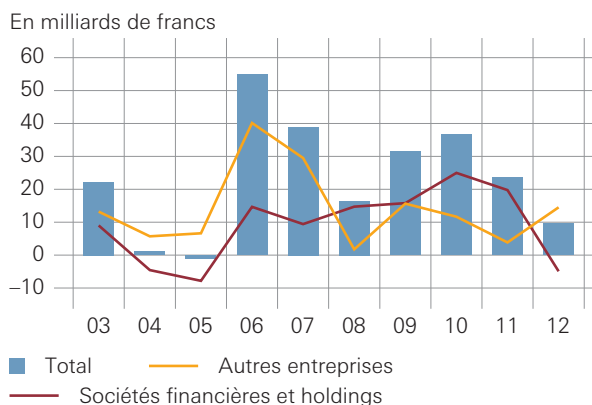
Importations de capitaux



Graphique 7

## INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Importations de capitaux



Nord (8 milliards de francs) ainsi que des centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud (2 milliards). Par contre, les investisseurs du reste de l'Europe ont rapatrié 11 milliards de francs, et ceux d'Asie, d'Afrique et d'Océanie, 8 milliards.

<sup>2</sup> Etant donné le nombre réduit d'observations, les données afférentes à ces deux pays ne sont pas publiées.



## STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

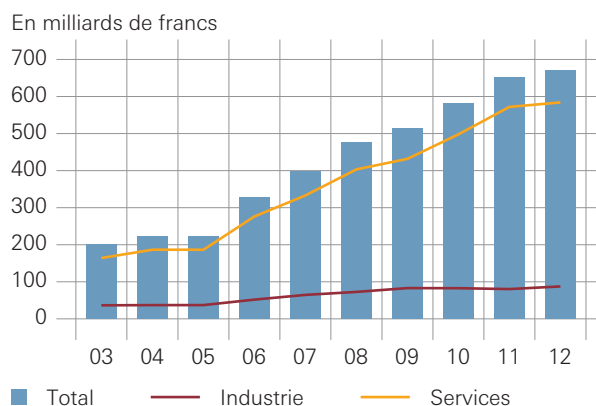
En 2012, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 20 milliards pour s'établir à 672 milliards de francs. Cette évolution s'explique autant par des importations de capitaux que par des variations de valeur et des modifications d'ordre statistique. L'accroissement des stocks d'investissements directs a bénéficié au secteur de l'industrie pour un tiers environ, et à celui des services, pour deux tiers. Dans l'industrie, tous les groupes de branches ont enregistré une progression. La plus forte, qui a porté sur 4 milliards de francs, a concerné le groupe *Electronique, énergie, optique et horlogerie*. Du côté des sociétés financières et holdings, les stocks d'investissements directs sont restés à leur niveau de 2011, soit à 362 milliards de francs, après avoir marqué une vive croissance les années précédentes. Dans la branche *Commerce*, ils ont en revanche augmenté de 9 milliards pour atteindre 118 milliards de francs. Ils ont en outre progressé de 5 milliards dans le groupe de branches *Transports et communications*, passant ainsi à 25 milliards de francs.

Les investisseurs ayant leur siège au Luxembourg (134 milliards de francs), aux Pays-Bas (165 milliards) et en Autriche (63 milliards) – trois pays accueillant de nombreux holdings – détenaient des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse à hauteur de 362 milliards de francs, soit 54% du total (fin 2011: 55%). Les investissements provenant de pays abritant des holdings ont été effectués majoritairement par des sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans d'autres Etats. Il en résulte une distorsion de la ventilation par pays. C'est pourquoi la Banque nationale suisse dresse également une ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse en fonction du pays de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial, page 18).

Graphique 8

## INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs



Source: BNS.



## REVENUS DE CAPITAUX

Les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 41 milliards de francs, contre 34 milliards en 2011. Les revenus tirés des sociétés financières et holdings ont augmenté de 4 milliards pour s'inscrire à 15 milliards de francs, et ceux qui sont issus du groupe de branches *Transports et communications* ont progressé de 4 milliards également, passant à 5 milliards. Seules les entreprises du commerce ont enregistré une baisse sensible des revenus; ceux-ci ont en effet reculé de 4 milliards pour s'établir à 8 milliards de francs.

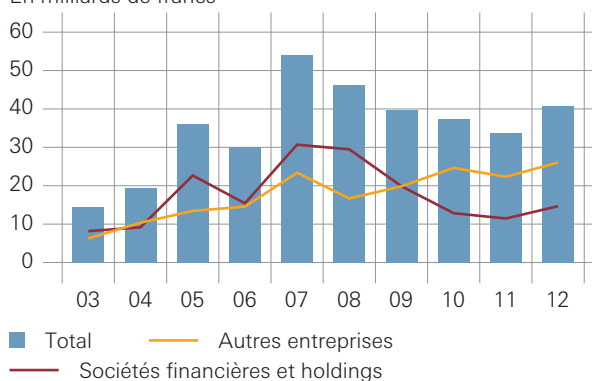
Les revenus de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse englobent les revenus qui sont transférés aux maisons mères à l'étranger (dividendes et intérêts nets sur les crédits au sein de groupes) et ceux qui sont réinvestis dans les filiales en Suisse. En 2012, les revenus transférés se sont inscrits à 27 milliards de francs (2011: 22 milliards); 14 milliards ont été réinvestis dans les filiales étrangères en Suisse (2011: 12 milliards).

Graphique 9

## INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

## EFFECTIFS

La base de données pour la partie ci-après est plus étendue que celle sur laquelle reposent les autres parties de ce rapport. En effet, les effectifs des entreprises en Suisse comptant des investisseurs directs étrangers incluent également les effectifs des entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait que leurs stocks d'investissements directs sont inférieurs à 10 millions de francs. Les effectifs de ces entreprises ont été recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Les entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse employaient 253 000 personnes fin 2012, soit 3 000 de plus qu'un an auparavant. Dans les autres entreprises qui sont établies en Suisse et comptent des investisseurs directs étrangers, les effectifs ont progressé de 8 000 pour s'inscrire à 192 000 personnes. Au total, 445 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers. Ces emplois représentaient 11% de l'ensemble des effectifs en Suisse dans les secteurs de l'industrie et des services<sup>3</sup> (4 182 000 personnes fin 2012, contre 4 097 000 un an auparavant).

Dans les entreprises comptant des investisseurs directs étrangers, seul le secteur des services a enregistré une progression des effectifs (+12 000), qui ont passé à 288 000 personnes. Dans celles du secteur de l'industrie, les effectifs sont restés inchangés à 157 000 personnes. La plus forte augmentation (+5 000) a été observée dans les entreprises du groupe de branches *Autres services*, qui occupaient 92 000 personnes. Cet accroissement s'explique toutefois en partie par le fait que l'Office fédéral de la statistique recense dorénavant le personnel temporaire au niveau des agences d'intérim (groupe de branches *Autres services*) et non plus au niveau des entreprises ayant recours à de tels collaborateurs. Les entreprises du commerce ont elles aussi enregistré une nette progression de leurs effectifs (+4 000) et continuaient à occuper, fin 2012, les effectifs les plus importants de tous les groupes de branches, soit 110 000 personnes. Les investisseurs établis au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Autriche – trois pays abritant des holdings – occupaient dans leurs filiales en Suisse 132 000 personnes, soit 4 000 de plus qu'à fin 2011. Ces investisseurs sont, pour une grande partie, des sociétés intermédiaires de groupes dont le siège principal est situé dans un pays tiers. C'est pourquoi la BNS dresse également une ventilation des effectifs en Suisse en fonction du pays de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial, page 18).

<sup>3</sup> Sources: Statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

## EFFECTIFS EN SUISSE (EN FIN D'ANNÉE)

En milliers de personnes

Tableau 2

	2011	2012	Part en %
<b>Effectifs en Suisse<sup>1</sup></b>	<b>4 096.9</b>	<b>4 182.1</b>	<b>100.0</b>
<b>dont dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers</b>	<b>433.8</b>	<b>444.6</b>	<b>10.6</b>
dont dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	249.9	252.7	6.0
dont dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs <sup>1</sup>	183.9	191.8	4.6

<sup>1</sup> Sources: Statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

## LES INVESTISSEURS DIRECTS SUISSES ET LEURS EFFECTIFS EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER

Les entreprises suisses qui investissent à l'étranger sont des employeurs importants également dans notre pays. Fin 2012, 883 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte, ce qui représente environ 21% du total des emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Sur ce total, 637 000 personnes étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs de la Banque nationale suisse. Le solde, soit 245 000 personnes, travaillait dans des entreprises qui ont des participations à l'étranger, mais qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour entrer dans la statistique des investissements directs. Les données concernant ces entreprises sont recueillies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les implantations à l'étranger des entreprises suisses entrant dans la statistique des investissements directs employaient 2 889 000 personnes. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les entreprises

suisses qui n'entrent pas dans cette statistique n'est pas connu. Ainsi, au moins 3 772 000 personnes au total travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour les investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait de ce fait à 77%.

Par rapport à l'année précédente, les effectifs des investisseurs directs suisses ont augmenté de 22 000 en Suisse et de 68 000 dans les implantations à l'étranger. La hausse observée en Suisse est essentiellement attribuable aux entreprises qui entrent pour la première fois dans cette statistique du fait qu'elles se sont implantées à l'étranger en 2012. Les entreprises en question appartenaient majoritairement au secteur des services (+16 000), et en particulier aux groupes *Transports et communications* et *Autres services*. Les effectifs ont également augmenté dans l'industrie (+6 000), où la croissance la plus forte a été enregistrée dans les groupes *Electronique, énergie, optique et horlogerie* et *Autres industries*. Pour ce qui est de l'évolution des effectifs à l'étranger, on se référera à la page 12.

## EFFECTIFS DES ENTREPRISES SUISSES AYANT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER (EN FIN D'ANNÉE)

En milliers de personnes

Tableau 3

	2008	2009	2010	2011	2012	Part dans le total des effectifs en %
<b>Effectifs en Suisse<sup>1</sup></b>	<b>840.0</b>	<b>844.8</b>	<b>860.9</b>	<b>860.5</b>	<b>882.5</b>	<b>23.4</b>
Industrie	324.8	332.8	342.6	346.4	352.5	9.3
Services	515.2	512.0	518.2	514.1	530.0	14.1
<b>Effectifs à l'étranger</b>	<b>2 657.4</b>	<b>2 748.0</b>	<b>2 820.5</b>	<b>2 821.5</b>	<b>2 889.1</b>	<b>76.6</b>
Industrie	1 265.9	1 234.7	1 272.5	1 381.3	1 418.9	37.6
Services	1 391.5	1 513.3	1 548.0	1 440.1	1 470.2	39.0
<b>Total des effectifs</b>	<b>3 497.4</b>	<b>3 592.8</b>	<b>3 681.4</b>	<b>3 681.9</b>	<b>3 771.6</b>	<b>100.0</b>
Industrie	1 590.7	1 567.5	1 615.2	1 727.7	1 771.4	47.0
Services	1 906.7	2 025.3	2 066.2	1 954.2	2 000.2	53.0

<sup>1</sup> Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

## VENTILATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE SELON LE PAYS D'ORIGINE DE L'INVESTISSEUR ULTIME

Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur immédiat est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui exerce le contrôle ultime. En effet, certains investisseurs immédiats appartiennent à des groupes dont le siège principal se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ces cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège principal du groupe, situé dans le pays A. L'investisseur immédiat, dans le pays B, joue uniquement le rôle de société intermédiaire.

De telles structures de groupe influent fortement sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. C'est pourquoi la Banque nationale suisse établit également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur ultime. Celle-ci fait apparaître le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle ultime de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Quant aux flux de capitaux, ils ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur ultime pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données.

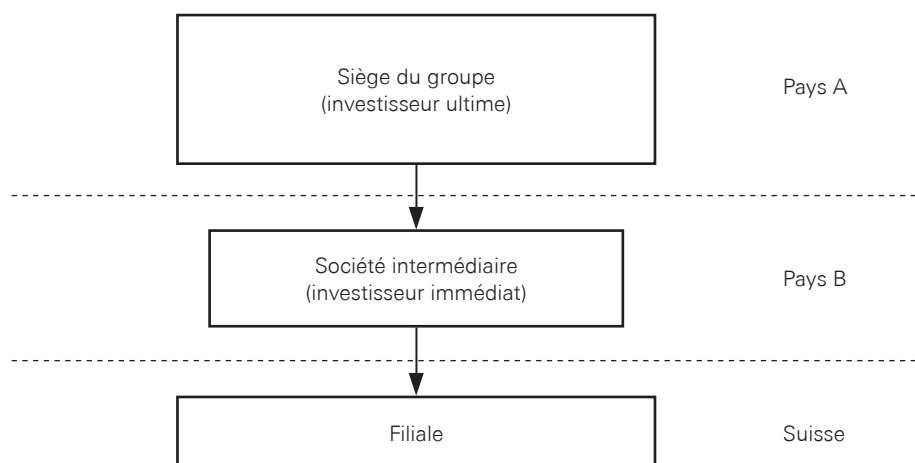
En 2012, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse qui sont détenus via des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers se sont accrus de 10 milliards, passant à 384 milliards de francs. Leur part au total des stocks d'investissements directs étrangers a augmenté, passant de 58% en 2011 à 59% en 2012 (voir graphique 11). Fin 2003, cette part était de 19% seulement.

Les tableaux 4 et 5 montrent, pour les principaux pays d'origine, les écarts entre l'évaluation selon l'investisseur immédiat et l'évaluation selon l'investisseur ultime pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Dans le cas des Etats-Unis en particulier, les stocks établis selon l'investisseur ultime s'avèrent nettement plus élevés que ceux enregistrés selon l'investisseur immédiat (respectivement 268 milliards et 87 milliards de francs). Cela montre que les entreprises de ce pays passent généralement par des pays tiers pour investir en Suisse. Le même constat peut être fait pour les investisseurs d'Amérique centrale et du Sud.

Les principaux pays tiers dans lesquels sont domiciliées les sociétés intermédiaires sont les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche. Ainsi, les stocks détenus par des investisseurs luxembourgeois atteignaient 134 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais seulement 17 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. De même, les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 165 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, contre 40 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. L'écart était aussi frappant du côté de l'Autriche: les investisseurs autrichiens détenaient des stocks de 63 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais de 8 milliards seulement selon le

Graphique 10

### DIFFÉRENCE ENTRE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET L'INVESTISSEUR ULTIME



critère de l'investisseur ultime. A ces pays s'ajoutent d'autres, notamment l'Irlande et la Hongrie, qui abritent un nombre croissant de sociétés intermédiaires.

La Suisse apparaît aussi comme pays d'origine de l'investisseur ultime dans les tableaux 4 et 5. En effet, certains investisseurs directs domiciliés en Suisse passent par des sociétés sises dans des pays tiers pour détenir des participations dans des entreprises établies en Suisse. Le terme de *round tripping* est couramment utilisé en anglais pour désigner une succession d'opérations de placement à l'issue de laquelle les fonds investis se retrouvent à leur point de départ. En 2012, les stocks d'investissements concernés s'élevaient à 43 milliards de francs, contre 46 milliards l'année précédente.

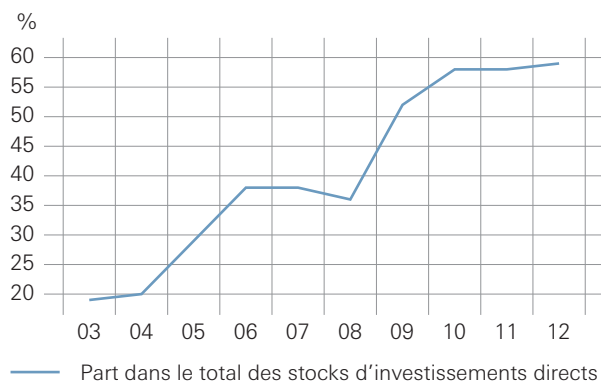
Dans la répartition des effectifs également, on observe des écarts entre les deux approches; les différences ont concerné les mêmes pays que pour les stocks d'investissements, mais elles étaient proportionnellement moins marquées. En particulier pour les pays qui ne font pas partie de l'UE, la répartition selon le critère de l'investisseur ultime a conduit, en 2012, à des chiffres nettement plus élevés que ceux résultant de la répartition selon le critère de l'investisseur immédiat. L'écart le plus important concernait les Etats-Unis (+36 000 personnes). A l'inverse, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse s'est inscrit à 71 000 selon le critère de l'investisseur immédiat et à 18 000 seulement selon le critère de l'investisseur ultime. La différence était sensible également dans le cas du Luxembourg: 40 000 personnes selon le critère de l'investisseur immédiat, contre 11 000 selon le critère de l'investisseur ultime.

Les stocks d'investissements directs présentent une évolution très contrastée entre 2003 et 2012 selon le critère retenu (voir graphique 12). En 2003, les stocks d'investissements directs de l'UE étaient ainsi de 112 milliards selon le critère de l'investisseur immédiat et de 98 milliards de francs selon celui de l'investisseur ultime. En 2012, ils s'inscrivaient respectivement à 532 milliards (+420 milliards) et à seulement 218 milliards de francs (+120 milliards). Pour les Etats-Unis, l'évolution a été exactement inverse: les stocks d'investissements directs, qui étaient en 2003 de 80 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat et de 85 milliards de francs selon celui de l'investisseur ultime, sont respectivement passés à 87 milliards de francs (+7 milliards) et à 268 milliards de francs (+183 milliards) en 2012.

Graphique 11

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs détenus par des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers

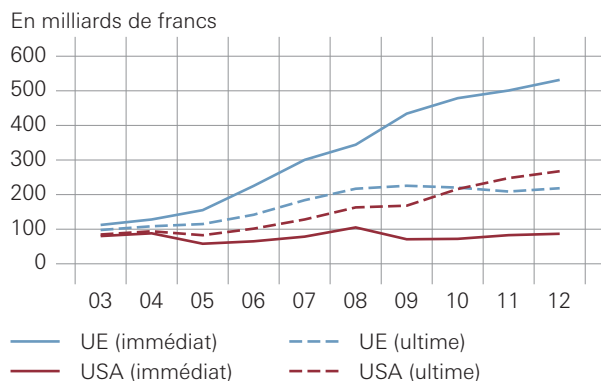


Source: BNS.

Graphique 12

### INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat ou ultime



Source: BNS.

Il ressort de ces chiffres que les investisseurs domiciliés aux Etats-Unis n'ont guère placé de fonds directement en Suisse, mais qu'ils ont réalisé des investissements en passant par des sociétés intermédiaires établies dans l'UE. Les stocks d'investissements directs des Etats-Unis selon le critère de l'investisseur ultime (268 milliards de francs) ont nettement dépassé ceux de l'UE (218 milliards).

**STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE RÉPARTIS SELON LE PAYS D'ORIGINE DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME (FIN 2012)**

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliards de francs
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	
<b>Europe</b>	<b>564.3</b>	<b>84%</b>	<b>291.2</b>	<b>43%</b>	<b>-273.1</b>
<b>UE</b>	<b>531.6</b>	<b>79%</b>	<b>218.4</b>	<b>33%</b>	<b>-313.2</b>
<b>Reste de l'Europe</b>	<b>32.7</b>	<b>5%</b>	<b>72.9</b>	<b>11%</b>	<b>40.1</b>
<b>Pays sélectionnés</b>					
Allemagne	29.7	4%	34.6	5%	4.9
France	38.8	6%	42.1	6%	3.3
Luxembourg	134.3	20%	17.1	3%	-117.2
Pays-Bas	165.2	25%	39.6	6%	-125.5
Autriche	62.7	9%	7.8	1%	-54.9
Suisse	.	.	43.3	6%	43.3
Royaume-Uni	12.2	2%	20.2	3%	8.0
<b>Amérique du Nord</b>	<b>87.2</b>	<b>13%</b>	<b>306.4</b>	<b>46%</b>	<b>219.1</b>
dont Etats-Unis	86.8	13%	267.6	40%	180.8
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>11.7</b>	<b>2%</b>	<b>53.6</b>	<b>8%</b>	<b>41.9</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>8.3</b>	<b>1%</b>	<b>20.4</b>	<b>3%</b>	<b>12.0</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>671.6</b>	<b>100%</b>	<b>671.6</b>	<b>100%</b>	<b>0.0</b>

**EFFECTIFS RÉPARTIS SELON LE PAYS D'ORIGINE DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT  
ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME (FIN 2012)**

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliers de personnes
	En milliers de personnes	Part en %	En milliers de personnes	Part en %	
<b>Europe</b>	<b>368.0</b>	<b>83%</b>	<b>309.4</b>	<b>70%</b>	<b>-58.5</b>
<b>UE</b>	<b>364.5</b>	<b>82%</b>	<b>292.2</b>	<b>66%</b>	<b>-72.4</b>
<b>Reste de l'Europe</b>	<b>3.4</b>	<b>1%</b>	<b>17.3</b>	<b>4%</b>	<b>13.8</b>
<b>Pays sélectionnés</b>					
Allemagne	100.6	23%	110.0	25%	9.4
France	48.8	11%	62.6	14%	13.8
Luxembourg	40.1	9%	10.5	2%	-29.5
Pays-Bas	70.6	16%	17.5	4%	-53.2
Autriche	21.3	5%	15.8	4%	-5.5
Suisse	.	.	3.0	1%	3.0
Royaume-Uni	23.7	5%	28.0	6%	4.3
<b>Amérique du Nord</b>	<b>54.0</b>	<b>12%</b>	<b>91.6</b>	<b>21%</b>	<b>37.6</b>
dont Etats-Unis	52.9	12%	88.4	20%	35.5
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>7.5</b>	<b>2%</b>	<b>9.5</b>	<b>2%</b>	<b>2.0</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>15.1</b>	<b>3%</b>	<b>34.1</b>	<b>8%</b>	<b>18.9</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>444.6</b>	<b>100%</b>	<b>444.6</b>	<b>100%</b>	<b>0.0</b>

## **NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE**

Fin 2012, quelque 10 700 entreprises en Suisse étaient contrôlées par des investisseurs directs domiciliés à l'étranger. Ce nombre représente environ 2% de l'ensemble des entreprises du pays dans les secteurs de l'industrie et des services.

De ces 10 700 entreprises, environ 1 800 ont participé à l'enquête de la Banque nationale suisse sur les investissements directs. Les autres entreprises – environ 8 900 – n'atteignaient pas le seuil fixé pour la participation à l'enquête; les données qui les concernent sont recueillies par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

La plupart des entreprises à participation étrangère majoritaire opéraient dans le secteur des services (environ 9 000, soit 83%), en particulier dans les groupes *Commerce* (33%), *Autres services* (27%) et *Sociétés financières et holdings* (17%). Près de deux tiers des investisseurs directs venaient d'Allemagne, des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou de France. Le nombre d'entreprises en mains britanniques a notamment connu une progression considérable par rapport à l'année précédente.

En moyenne, les entreprises à participation étrangère majoritaire présentaient des effectifs plus élevés que celles qui sont en mains suisses: elles occupaient en moyenne 42 personnes, contre 9 seulement pour les entreprises en mains suisses (état en 2012). L'écart était particulièrement marqué dans l'industrie, mais plus faible dans les services.



**NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE,  
SELON LA BRANCHE ET LE SECTEUR (EN FIN D'ANNÉE)<sup>1</sup>**

Tableau 6

	2010	2011	2012	Part en %
<b>Total</b>	<b>9 534</b>	<b>9 752</b>	<b>10 687</b>	<b>100.0</b>
<b>Services</b>	<b>7 886</b>	<b>8 062</b>	<b>8 890</b>	<b>83.2</b>
dont Commerce	3 109	3 183	3 482	32.6
dont Autres services	2 409	2 536	2 900	27.1
dont Sociétés financières et holdings	1 698	1 687	1 814	17.0
<b>Industrie</b>	<b>1 647</b>	<b>1 685</b>	<b>1 797</b>	<b>16.8</b>

1 Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

**NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE,  
SELON LE PAYS D'ORIGINE (EN FIN D'ANNÉE)<sup>1,2</sup>**

Tableau 7

	2010	2011	2012	Part en %
<b>Total</b>	<b>9 534</b>	<b>9 752</b>	<b>10 687</b>	<b>100.0</b>
dont Allemagne	2 387	2 456	2 574	24.1
dont Etats-Unis	1 496	1 553	1 613	15.1
dont Royaume-Uni	924	929	1 164	10.9
dont France	1 008	1 051	1 079	10.1

1 Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

2 La répartition par pays est faite selon le critère de l'investisseur ultime.

## COMMENTAIRES

### MODIFICATIONS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

Par rapport aux données publiées dans le rapport sur les investissements directs 2011, les effectifs des filiales détenues par des investisseurs directs suisses au Royaume-Uni et au Japon ont dû être nettement revus à la baisse. Cette correction a surtout concerné les sociétés financières et holdings. Elle a dû être apportée du fait que toutes les informations relatives aux restructurations des groupes n'étaient pas encore disponibles lorsque le rapport 2011 a été finalisé.

### FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES ET STATISTIQUES

#### DÉFINITION

Les investissements directs sont destinés à exercer une influence directe et durable sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5<sup>e</sup> édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3<sup>e</sup> édition).

#### ENQUÊTE

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, c'est-à-dire sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et en fin de trimestre. Environ 1 100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

#### OBJET DE L'ENQUÊTE

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (capital social et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à effectuer des exportations de capitaux

proprement dites. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères mais n'entrent pas dans les enquêtes de la Banque nationale suisse sur les investissements directs proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par les investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

### EVALUATION DES STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN FIN D'ANNÉE

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables, qui sont en général inférieures aux valeurs de marché.

### RAPPORT ENTRE LA VARIATION DES STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ET LES FLUX DE CAPITAUX

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent en effet aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à la suite de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements directs. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux de Suisse. En outre, des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements directs.

Enfin, d'autres écarts peuvent être dus à la répartition géographique des flux de capitaux et des stocks d'investissements directs. Les flux de capitaux sont toujours ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse, alors que les stocks d'investissements le sont en fonction du pays de la filiale ultime. Dans le cas de participations croisées où interviennent plusieurs pays étrangers, il est par conséquent possible que des sorties de capitaux ne soient pas attribuées au pays enregistrant la variation correspondante des stocks d'investissements directs.

#### **EFFECTIFS**

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la Banque nationale suisse et de l'Office fédéral de la statistique. Dans les enquêtes de la Banque nationale suisse, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Par contre, les données recueillies par l'Office fédéral de la statistique ne portent que sur les effectifs des entreprises majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

#### **RÉPARTITION PAR PAYS**

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur ultime.

#### **RÉPARTITION PAR BRANCHES**

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Avant, elle reposait sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées pour former des unités plus grandes. Les groupes de branches ainsi constitués sont définis à la page suivante.

#### **FONDEMENTS JURIDIQUES**

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale suisse (OBN). En vertu de l'annexe à l'OBN, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si les investisseurs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

## DÉFINITION DES GROUPES DE BRANCHES<sup>1</sup>

<b>Textile et habillement</b>	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
<b>Chimie et plastique</b>	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
<b>Métallurgie et machines</b>	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
<b>Electronique, énergie, optique et horlogerie</b>	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
<b>Autres industries et construction</b>	01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
<b>Commerce</b>	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
<b>Sociétés financières et holdings</b>	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
<b>Banques</b>	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
<b>Assurances</b>	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
<b>Transports et communications</b>	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
<b>Autres services</b>	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses; 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

<sup>1</sup> La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

## DÉFINITION DES PAYS ET DES RÉGIONS<sup>1</sup>

### Définition des pays

<b>France</b>	Y compris Monaco, Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Saint Barthélemy, Saint Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte.
<b>Portugal</b>	Y compris les Açores et Madère.
<b>Espagne</b>	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
<b>Royaume-Uni</b>	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
<b>Norvège</b>	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
<b>Etats-Unis</b>	Y compris Porto Rico et Navassa.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, mais sans l'île de Ross (Antarctique).
<b>Malaisie</b>	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
<b>Taiwan</b>	Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
<b>Inde</b>	y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
<b>Emirats arabes unis</b>	Abou Dabi, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaiwaïn, Ras al Khaimah et Foudjaïrah.
<b>Maroc</b>	Y compris le Sahara occidental.

### Définition des régions

<b>UE</b>	Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède.
<b>Reste de l'Europe</b>	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Ne comprend pas la Principauté de Liechtenstein, qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
<b>Centres financiers offshore d'Europe</b>	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
<b>Amérique du Nord</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
<b>Asie</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, et, depuis 2011, également Bonaire, Saint-Eustache et Saba, Jamaïque, sans Aruba.
<b>Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud</b>	Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, également Aruba, sans Bonaire, Saint-Eustache et Saba, Jamaïque.
<b>Afrique</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe; depuis 2011, également Soudan du Sud.
<b>Océanie (et régions polaires)</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

<sup>1</sup> La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2008 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, au format XLS, sur le site Internet de la Banque nationale suisse ([www.snb.ch](http://www.snb.ch)), sous Publications.



---

# Tableaux

Page	Tableau
A3	Explication des signes et remarques
	<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>
A4	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A6	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A8	1.3 Pays – Effectifs
A10	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A11	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A12	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A13	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A14	1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux
	<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>
A16	2.1 Pays – Importations de capitaux
A17	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A18	2.3 Pays – Effectifs
A21	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A21	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A22	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A23	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A24	2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux
<b>A26</b>	<b>Informations complémentaires sur les investissements directs et les thèmes spéciaux</b>





# Explication des signes et remarques

---

---

## EXPLICATION DES SIGNES

---

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
<b>195</b>	Donnée nouvelle ou révisée (chiffres en caractères gras).
	Rupture dans la série.

---

---

## REMARQUES

### Différences dans les totaux

---

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

---

### Pratique en matière de révision des données

---

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

---

### Séries chronologiques longues

---

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), Statistiques/Publication de données statistiques/Investissements directs. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

---

## 1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	<b>26 728</b>	<b>4 926</b>	<b>30 637</b>	<b>5 348</b>	<b>10 932</b>
UE <sup>5</sup>	16 199	9 736	28 697	5 093	10 562
Reste de l'Europe <sup>6</sup>	10 530	- 4 810	1 940	256	371
<b>Pays sélectionnés</b>					
Etats baltes <sup>7</sup>	- 7	42	35	- 6	72
Belgique	292	- 1 592	1 378	4 077	1 772
Bulgarie	- 9	- 146	102	9	26
Danemark	- 842	- 23	7	229	157
Allemagne	5 392	4 378	3 171	6 627	- 4 030
Finlande	664	433	137	346	- 264
France <sup>8</sup>	3 083	- 68	4 338	2 137	- 4 659
Grèce	672	- 781	- 528	- 694	121
Irlande	- 3 782	51	2 414	- 880	544
Italie	919	- 699	- 160	- 1 001	367
Croatie	178	37	- 43	164	- 39
Luxembourg	14 718	- 4 921	41	- 3 749	4 548
Pays-Bas	4 641	6 056	3 614	2 273	- 17 152
Norvège	303	147	116	243	254
Autriche	- 2 763	703	- 296	232	499
Pologne	329	290	- 262	400	110
Portugal	- 44	- 157	186	218	40
Roumanie	468	- 126	311	603	111
Fédération de Russie	456	- 744	1 134	2 315	1 054
Suède	2 182	721	1 347	1 332	832
Slovaquie	23	49	22	21	14
Espagne	- 313	1 239	308	1 079	- 1 252
République tchèque	124	226	164	13	46
Turquie	474	37	37	209	- 14
Ukraine	465	348	305	467	464
Hongrie	189	- 253	8 226	- 5 716	1 018
Royaume-Uni <sup>9</sup>	- 11 679	5 856	7 255	- 2 620	28 075
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	8 529	- 4 374	235	- 3 378	- 1 263
<b>Amérique du Nord</b>	<b>26 352</b>	<b>8 648</b>	<b>23 015</b>	<b>11 669</b>	<b>14 745</b>
Canada	- 2 692	3 321	- 997	416	3 564
Etats-Unis	29 044	5 327	24 013	11 253	11 182
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>- 10 574</b>	<b>6 250</b>	<b>27 967</b>	<b>3 022</b>	<b>13 731</b>
dont					
Argentine	192	507	- 505	1 592	3 463
Bolivie	0	36	- 43	121	- 45
Brésil	778	154	8 319	1 198	1 639
Chili	437	174	204	361	170
Costa Rica	124	33	- 411	44	- 185
Equateur	- 64	19	- 38	40	114
Guatemala	- 27	18	83	- 50	- 14
Colombie	53	221	207	- 346	185
Mexique	398	- 574	3 334	- 295	814
Pérou	358	347	1	237	35
Uruguay	323	- 175	197	291	839
Venezuela	315	399	144	380	334
Centres financiers offshore <sup>11</sup>	- 13 493	4 511	15 754	- 483	6 366

2008	2009	2010	2011	2012
1	2	3	4	5

<b>Asie</b>	<b>- 232</b>	<b>8 199</b>	<b>8 670</b>	<b>16 619</b>	<b>8 780</b>
dont					
Bangladesh	65	10	- 3	18	19
Chine	1 401	1 202	1 819	5 327	1 597
Hong Kong	63	826	451	456	3 307
Inde	1 207	877	1 839	704	751
Indonésie	643	318	722	- 233	472
Israël	358	178	400	- 63	129
Japon	1 371	1 945	317	2 821	545
Corée du Sud	839	638	277	99	451
Malaisie	95	87	140	157	1 868
Pakistan	42	329	15	33	49
Philippines	11	79	272	61	1 085
Arabie saoudite	479	124	- 91	301	78
Singapour	- 16 376	1 464	2 388	2 163	- 308
Sri Lanka	12	2	25	24	14
Taiwan	111	122	69	307	275
Thaïlande	5	70	344	217	369
Emirats arabes unis	7 967	- 809	- 1 757	3 754	- 1 368
Vietnam	158	8	20	75	65
<b>Afrique</b>	<b>3 797</b>	<b>920</b>	<b>1 618</b>	<b>1 166</b>	<b>- 1 031</b>
dont					
Egypte	171	51	202	- 126	- 80
Côte d'Ivoire	3	114	118	17	41
Kenya	5	- 9	- 175	35	15
Maroc	63	108	58	35	- 2
Nigéria	59	62	70	31	88
Afrique du Sud	3 739	- 245	127	218	121
Tunisie	7	28	10	37	6
<b>Océanie</b>	<b>3 030</b>	<b>- 240</b>	<b>- 714</b>	<b>4 644</b>	<b>- 4 927</b>
dont					
Australie	2 870	- 121	- 650	4 523	- 4 876
Nouvelle-Zélande	178	- 8	- 70	86	- 10
<b>Ensemble des pays</b>	<b>49 100</b>	<b>28 703</b>	<b>91 194</b>	<b>42 468</b>	<b>42 231</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>7</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>8</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>10</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>11</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

## 1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>383 422</b>	<b>442 276</b>	<b>479 947</b>	<b>517 581</b>	<b>516 150</b>	<b>48.2</b>
UE <sup>4</sup>	323 439	383 484	420 027	460 254	457 645	42.7
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	59 983	58 793	59 920	57 327	58 505	5.5
<b>Pays sélectionnés</b>						
Etats baltes <sup>6</sup>	450	375	410	346	378	0.0
Belgique	12 520	12 420	10 785	13 784	13 009	1.2
Bulgarie	543	354	604	477	718	0.1
Danemark	2 364	2 045	2 059	2 523	2 784	0.3
Allemagne	55 488	59 277	57 669	59 070	51 480	4.8
Finlande	2 898	2 769	2 339	2 565	2 283	0.2
France <sup>7</sup>	35 598	32 181	34 327	37 938	30 583	2.9
Grèce	4 216	3 173	2 691	1 995	1 934	0.2
Irlande	7 427	7 488	18 642	17 217	20 653	1.9
Italie	21 941	22 072	25 921	25 156	25 698	2.4
Croatie	729	779	721	555	633	0.1
Luxembourg	27 699	72 496	77 406	102 729	99 398	9.3
Pays-Bas	34 360	40 595	56 897	77 925	60 953	5.7
Norvège	3 334	3 841	4 183	4 047	4 705	0.4
Autriche	7 804	8 581	7 845	9 673	9 963	0.9
Pologne	5 188	5 406	5 546	5 253	5 929	0.6
Portugal	3 517	2 972	2 250	1 831	1 666	0.2
Roumanie	2 265	2 121	2 280	2 636	2 902	0.3
Fédération de Russie	5 373	6 259	8 705	11 014	12 549	1.2
Suède	4 188	2 388	2 067	5 663	4 806	0.4
Slovaquie	644	622	659	788	844	0.1
Espagne	15 289	15 737	12 969	14 846	15 552	1.5
République tchèque	3 051	3 454	3 993	3 233	3 284	0.3
Turquie	3 184	3 108	2 766	2 653	2 632	0.2
Ukraine	729	1 132	1 286	1 738	2 127	0.2
Hongrie	2 108	1 732	11 030	15 517	16 297	1.5
Royaume-Uni <sup>8</sup>	65 528	78 713	78 144	55 021	82 659	7.7
Centres financiers offshore <sup>9</sup>	44 902	42 327	40 930	35 619	34 439	3.2
<b>Amérique du Nord</b>	<b>174 491</b>	<b>196 238</b>	<b>209 391</b>	<b>240 634</b>	<b>239 169</b>	<b>22.3</b>
Canada	29 524	34 283	31 871	35 730	37 758	3.5
Etats-Unis	144 967	161 955	177 520	204 904	201 411	18.8
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>114 818</b>	<b>148 215</b>	<b>171 672</b>	<b>158 498</b>	<b>181 230</b>	<b>16.9</b>
dont						
Argentine	1 362	1 635	2 226	7 205	6 644	0.6
Bolivie	96	127	92	157	60	0.0
Brésil	12 416	15 468	23 422	23 203	22 749	2.1
Chili	1 150	1 495	1 418	1 765	3 464	0.3
Costa Rica	1 147	1 161	464	524	554	0.1
Equateur	387	373	482	512	622	0.1
Guatemala	163	147	461	443	356	0.0
Colombie	1 325	1 574	1 752	1 415	1 679	0.2
Mexique	5 344	6 371	7 336	6 718	8 638	0.8
Pérou	442	748	524	920	968	0.1
Uruguay	425	408	577	945	2 041	0.2
Venezuela	1 418	1 959	2 000	2 415	2 818	0.3
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	90 923	114 921	127 972	110 960	129 450	12.1

2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
1	2	3	4	5	6

<b>Asie</b>	<b>66 126</b>	<b>79 448</b>	<b>89 023</b>	<b>96 726</b>	<b>105 785</b>	<b>9.9</b>
dont						
Bangladesh	- 46	- 41	40	5	<b>73</b>	<b>0.0</b>
Chine	6 555	7 476	8 466	<b>13 217</b>	<b>14 806</b>	<b>1.4</b>
Hong Kong	4 396	4 652	4 921	<b>4 983</b>	<b>8 301</b>	<b>0.8</b>
Inde	2 354	6 300	9 956	<b>8 499</b>	<b>7 480</b>	<b>0.7</b>
Indonésie	5 958	7 035	7 280	<b>7 000</b>	<b>6 941</b>	<b>0.6</b>
Israël	712	808	1 169	<b>988</b>	<b>1 061</b>	<b>0.1</b>
Japon	14 891	15 356	14 340	<b>13 597</b>	<b>13 617</b>	<b>1.3</b>
Corée du Sud	3 193	5 105	5 569	4 432	<b>4 722</b>	<b>0.4</b>
Malaisie	1 559	1 762	1 878	<b>2 146</b>	<b>4 001</b>	<b>0.4</b>
Pakistan	1 371	1 571	1 432	<b>1 434</b>	<b>1 415</b>	<b>0.1</b>
Philippines	1 595	1 654	2 183	2 300	<b>3 461</b>	<b>0.3</b>
Arabie saoudite	612	666	520	<b>813</b>	<b>951</b>	<b>0.1</b>
Singapour	8 298	12 842	<b>17 306</b>	<b>19 761</b>	<b>19 744</b>	<b>1.8</b>
Sri Lanka	27	- 1	106	<b>112</b>	<b>111</b>	<b>0.0</b>
Taiwan	1 115	1 303	2 438	<b>2 527</b>	<b>2 772</b>	<b>0.3</b>
Thaïlande	1 845	2 069	2 486	<b>2 576</b>	<b>2 957</b>	<b>0.3</b>
Emirats arabes unis	8 818	7 128	4 307	<b>7 268</b>	<b>8 955</b>	<b>0.8</b>
Vietnam	209	179	326	<b>369</b>	<b>442</b>	<b>0.0</b>
<b>Afrique</b>	<b>13 903</b>	<b>9 900</b>	<b>11 623</b>	<b>10 516</b>	<b>9 166</b>	<b>0.9</b>
dont						
Egypte	1 677	1 667	2 017	<b>1 716</b>	<b>1 769</b>	<b>0.2</b>
Côte d'Ivoire	293	416	517	318	<b>339</b>	<b>0.0</b>
Kenya	156	166	169	<b>195</b>	<b>210</b>	<b>0.0</b>
Maroc	443	568	640	<b>692</b>	<b>621</b>	<b>0.1</b>
Nigéria	322	207	327	344	<b>425</b>	<b>0.0</b>
Afrique du Sud	8 898	3 664	3 934	<b>2 372</b>	<b>2 277</b>	<b>0.2</b>
Tunisie	25	58	64	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>0.0</b>
<b>Océanie</b>	<b>17 123</b>	<b>15 232</b>	<b>18 446</b>	<b>22 339</b>	<b>19 016</b>	<b>1.8</b>
dont						
Australie	16 538	14 739	17 878	<b>21 637</b>	<b>18 374</b>	<b>1.7</b>
Nouvelle-Zélande	464	439	508	<b>622</b>	<b>599</b>	<b>0.1</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>769 883</b>	<b>891 309</b>	<b>980 102</b>	<b>1 046 293</b>	<b>1 070 517</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>7</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>8</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>9</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>10</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

### 1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

Effectifs à l'étranger en fin d'année<sup>2,3</sup>

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>1 349 139</b>	<b>1 411 751</b>	<b>1 423 602</b>	<b>1 274 576</b>	<b>1 281 710</b>	<b>44.4</b>
UE <sup>4</sup>	1 211 589	1 267 869	1 280 633	1 126 680	1 126 486	39.0
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	137 550	143 882	142 969	147 896	155 224	5.4
<b>Pays sélectionnés</b>						
Etats baltes <sup>6</sup>	4 289	3 708	4 269	4 733	4 779	0.2
Belgique	28 627	28 028	26 384	30 224	28 367	1.0
Bulgarie	7 505	6 081	7 165	7 132	7 245	0.3
Danemark	11 262	8 364	8 706	8 990	9 332	0.3
Allemagne	251 060	272 319	271 955	283 659	284 525	9.8
Finlande	12 755	14 691	15 074	15 782	15 879	0.5
France <sup>7</sup>	172 547	149 325	142 851	134 784	137 590	4.8
Grèce	14 896	7 830	7 406	7 261	6 432	0.2
Irlande	11 256	9 668	7 697	8 590	9 508	0.3
Italie	77 089	74 932	80 251	78 280	77 365	2.7
Croatie	6 965	7 651	7 992	6 762	7 237	0.3
Luxembourg	4 522	4 965	5 105	5 596	5 600	0.2
Pays-Bas	39 315	40 381	38 852	41 165	43 380	1.5
Norvège	8 766	8 987	9 552	8 981	8 777	0.3
Autriche	41 509	40 359	40 723	42 639	43 947	1.5
Pologne	33 611	35 714	39 604	44 409	46 120	1.6
Portugal	10 065	9 758	9 493	9 098	8 826	0.3
Roumanie	19 987	21 954	24 646	26 783	26 086	0.9
Fédération de Russie	70 066	75 332	67 222	70 825	72 924	2.5
Suède	24 813	23 462	22 817	23 158	24 344	0.8
Slovaquie	8 805	8 015	7 181	7 646	7 340	0.3
Espagne	58 776	56 331	63 179	63 372	63 129	2.2
République tchèque	34 271	35 107	35 660	36 490	35 676	1.2
Turquie	14 016	18 728	20 009	21 546	24 126	0.8
Ukraine	30 176	26 500	27 844	29 031	30 992	1.1
Hongrie	36 083	33 498	35 055	36 175	35 832	1.2
Royaume-Uni <sup>8</sup>	298 162	372 881	375 772	199 666	193 745	6.7
Centres financiers offshore <sup>9</sup>	2 113	2 070	2 098	2 264	2 109	0.1
<b>Amérique du Nord</b>	<b>405 570</b>	<b>390 914</b>	<b>397 337</b>	<b>432 031</b>	<b>450 477</b>	<b>15.6</b>
Canada	54 665	51 256	54 524	61 987	63 099	2.2
Etats-Unis	350 905	339 658	342 814	370 045	387 378	13.4
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>245 460</b>	<b>246 312</b>	<b>253 022</b>	<b>287 304</b>	<b>296 402</b>	<b>10.3</b>
dont						
Argentine	19 528	18 661	19 731	25 499	25 086	0.9
Bolivie	3 428	2 971	3 772	3 500	3 840	0.1
Brésil	107 343	107 191	108 651	121 430	126 145	4.4
Chili	13 379	13 363	15 755	17 391	18 058	0.6
Costa Rica	3 878	4 287	4 281	5 041	4 611	0.2
Equateur	3 874	4 576	5 594	5 906	6 452	0.2
Guatemala	2 397	3 430	4 564	4 692	3 902	0.1
Colombie	12 744	13 895	14 715	16 684	17 055	0.6
Mexique	45 571	45 474	43 677	48 354	52 206	1.8
Pérou	6 472	6 470	7 416	9 542	10 524	0.4
Uruguay	1 008	1 111	1 052	1 550	1 564	0.1
Venezuela	11 037	11 607	10 914	12 259	11 755	0.4
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	5 281	5 098	4 780	4 954	4 806	0.2

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Asie</b>	<b>511 660</b>	<b>540 095</b>	<b>582 797</b>	<b>657 821</b>	<b>688 589</b>	<b>23.8</b>
dont						
Bangladesh	3 003	3 086	3 363	3 670	<b>3 979</b>	<b>0.1</b>
Chine	120 638	126 864	135 062	<b>193 005</b>	<b>200 919</b>	<b>7.0</b>
Hong Kong	21 684	22 024	23 457	<b>25 046</b>	<b>24 966</b>	<b>0.9</b>
Inde	59 307	62 516	83 677	<b>95 813</b>	<b>99 108</b>	<b>3.4</b>
Indonésie	43 253	45 778	43 040	<b>45 087</b>	<b>53 333</b>	<b>1.8</b>
Israël	6 582	6 798	7 093	7 550	<b>7 324</b>	<b>0.3</b>
Japon	64 182	74 992	71 205	<b>47 528</b>	<b>48 153</b>	<b>1.7</b>
Corée du Sud	8 770	8 924	10 200	<b>10 773</b>	<b>11 702</b>	<b>0.4</b>
Malaisie	20 282	18 922	19 099	<b>23 193</b>	<b>25 665</b>	<b>0.9</b>
Pakistan	13 440	13 047	13 123	<b>10 970</b>	<b>12 630</b>	<b>0.4</b>
Philippines	12 360	11 014	12 408	<b>14 936</b>	<b>14 636</b>	<b>0.5</b>
Arabie saoudite	5 064	5 823	7 096	<b>8 080</b>	<b>8 909</b>	<b>0.3</b>
Singapour	21 716	25 249	25 146	<b>28 046</b>	<b>29 648</b>	<b>1.0</b>
Sri Lanka	2 302	1 967	2 075	<b>2 110</b>	<b>2 140</b>	<b>0.1</b>
Taiwan	11 288	12 543	17 536	<b>21 821</b>	<b>23 639</b>	<b>0.8</b>
Thaïlande	48 056	46 382	50 328	<b>55 949</b>	<b>55 644</b>	<b>1.9</b>
Emirats arabes unis	5 547	7 926	<b>8 370</b>	<b>9 903</b>	<b>10 631</b>	<b>0.4</b>
Vietnam	11 134	11 330	12 634	<b>14 157</b>	<b>14 987</b>	<b>0.5</b>
<b>Afrique</b>	<b>102 817</b>	<b>109 116</b>	<b>116 953</b>	<b>118 129</b>	<b>117 960</b>	<b>4.1</b>
dont						
Egypte	27 589	31 412	31 541	<b>32 234</b>	<b>29 810</b>	<b>1.0</b>
Côte d'Ivoire	2 147	2 378	2 498	2 450	<b>2 583</b>	<b>0.1</b>
Kenya	2 293	3 193	3 357	3 760	<b>3 573</b>	<b>0.1</b>
Maroc	3 333	4 909	<b>6 568</b>	<b>6 971</b>	<b>7 422</b>	<b>0.3</b>
Nigéria	3 543	5 872	5 208	5 371	<b>5 155</b>	<b>0.2</b>
Afrique du Sud	37 659	37 198	39 306	<b>34 545</b>	<b>32 712</b>	<b>1.1</b>
Tunisie	2 440	2 072	2 596	2 524	<b>2 747</b>	<b>0.1</b>
<b>Océanie</b>	<b>42 760</b>	<b>49 783</b>	<b>46 798</b>	<b>51 602</b>	<b>53 955</b>	<b>1.9</b>
dont						
Australie	36 835	44 340	41 561	<b>45 904</b>	<b>48 254</b>	<b>1.7</b>
Nouvelle-Zélande	4 776	4 481	4 336	<b>4 734</b>	<b>4 596</b>	<b>0.2</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>2 657 405</b>	<b>2 747 971</b>	<b>2 820 509</b>	<b>2 821 462</b>	<b>2 889 093</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>7</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>8</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>9</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>10</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

## 1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>28 320</b>	<b>10 495</b>	<b>7 283</b>	<b>22 681</b>	<b>19 454</b>
Textile et habillement <sup>5, 6</sup>	38	- 3 145	- 7 134	115	- 1 785
Chimie et plastique	6 022	1 632	- 1 855	15 881	10 324
Métallurgie et machines	4 186	374	- 248	- 8 069	3 705
Electronique, énergie, optique et horlogerie	9 053	6 384	9 364	5 082	2 979
Autres industries et construction <sup>7</sup>	9 022	5 250	7 156	9 672	4 230
<b>Services</b>	<b>20 780</b>	<b>18 209</b>	<b>83 911</b>	<b>19 787</b>	<b>22 777</b>
Commerce	6 445	11 617	13 062	7 814	3 509
Sociétés financières et holdings	20 701	- 5 726	50 873	- 3 218	6 812
dont					
en mains suisses <sup>8</sup>	14 912	- 6 853	965	904	9 067
en mains étrangères <sup>9</sup>	5 789	1 127	49 908	- 4 121	- 2 255
Banques	1 095	3 310	4 535	1 405	5 166
Assurances	- 7 994	6 374	13 306	11 701	4 515
Transports et communications <sup>10</sup>	955	214	500	539	1 181
Autres services <sup>11</sup>	- 423	2 421	1 635	1 546	1 594
<b>Total</b>	<b>49 100</b>	<b>28 703</b>	<b>91 194</b>	<b>42 468</b>	<b>42 231</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>9</sup></b>	<b>43 312</b>	<b>27 576</b>	<b>41 286</b>	<b>46 589</b>	<b>44 486</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

<sup>6</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

<sup>9</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.



## 1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>312 238</b>	<b>316 260</b>	<b>303 118</b>	<b>320 576</b>	<b>330 394</b>	<b>30.9</b>
Textile et habillement <sup>4,5</sup>	18 584	17 574	8 891	<b>9 660</b>	<b>8 167</b>	<b>0.8</b>
Chimie et plastique	125 142	125 881	<b>112 381</b>	<b>134 602</b>	<b>138 386</b>	<b>12.9</b>
Métallurgie et machines	49 745	50 099	<b>45 737</b>	<b>35 591</b>	<b>39 208</b>	<b>3.7</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	36 637	40 668	49 214	<b>52 512</b>	<b>53 707</b>	<b>5.0</b>
Autres industries et construction <sup>6</sup>	82 129	82 038	<b>86 895</b>	<b>88 211</b>	<b>90 926</b>	<b>8.5</b>
<b>Services</b>	<b>457 646</b>	<b>575 049</b>	<b>676 984</b>	<b>725 718</b>	<b>740 122</b>	<b>69.1</b>
Commerce	30 872	52 487	66 911	<b>85 700</b>	<b>88 699</b>	<b>8.3</b>
Sociétés financières et holdings	226 957	301 444	<b>390 098</b>	<b>406 804</b>	<b>409 695</b>	<b>38.3</b>
dont						
en mains suisses <sup>7</sup>	41 230	104 768	<b>123 616</b>	<b>142 999</b>	<b>150 857</b>	<b>14.1</b>
en mains étrangères <sup>8,9</sup>	185 727	196 675	<b>266 482</b>	<b>263 805</b>	<b>258 839</b>	<b>24.2</b>
Banques	79 982	82 856	<b>75 887</b>	<b>76 706</b>	<b>78 384</b>	<b>7.3</b>
Assurances	96 870	116 103	119 391	132 196	<b>137 727</b>	<b>12.9</b>
Transports et communications <sup>10</sup>	11 901	11 990	11 711	<b>9 843</b>	<b>10 208</b>	<b>1.0</b>
Autres services <sup>11</sup>	11 064	10 170	<b>12 986</b>	<b>14 468</b>	<b>15 409</b>	<b>1.4</b>
<b>Total</b>	<b>769 883</b>	<b>891 309</b>	<b>980 102</b>	<b>1 046 293</b>	<b>1 070 517</b>	<b>100.0</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>8</sup></b>	<b>584 156</b>	<b>694 634</b>	<b>713 619</b>	<b>782 488</b>	<b>811 678</b>	<b>75.8</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

<sup>9</sup> En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

## 1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

Effectifs à l'étranger en fin d'année<sup>2,3</sup>

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>1 265 899</b>	<b>1 234 667</b>	<b>1 272 525</b>	<b>1 381 312</b>	<b>1 418 874</b>	<b>49.1</b>
Textile et habillement <sup>4,5</sup>	95 153	86 756	85 423	81 369	<b>84 921</b>	<b>2.9</b>
Chimie et plastique	288 995	284 860	286 310	<b>312 287</b>	<b>319 769</b>	<b>11.1</b>
Métallurgie et machines	292 121	275 774	277 086	<b>288 750</b>	<b>293 674</b>	<b>10.2</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	194 664	197 687	215 012	<b>240 368</b>	<b>253 837</b>	<b>8.8</b>
Autres industries et construction <sup>6</sup>	394 966	389 590	408 694	<b>458 539</b>	<b>466 674</b>	<b>16.2</b>
<b>Services</b>	<b>1 391 506</b>	<b>1 513 304</b>	<b>1 547 984</b>	<b>1 440 150</b>	<b>1 470 219</b>	<b>50.9</b>
Commerce	245 265	278 326	289 782	<b>316 468</b>	<b>329 441</b>	<b>11.4</b>
Sociétés financières et holdings dont	683 026	810 366	<b>813 054</b>	<b>657 498</b>	<b>670 778</b>	<b>23.2</b>
en mains suisses <sup>7</sup>	40 971	80 017	<b>77 298</b>	<b>112 161</b>	<b>119 308</b>	<b>4.1</b>
en mains étrangères <sup>8</sup>	642 055	730 349	<b>735 756</b>	<b>545 338</b>	<b>551 470</b>	<b>19.1</b>
Banques	102 981	80 036	82 318	<b>83 443</b>	<b>80 891</b>	<b>2.8</b>
Assurances	96 008	85 685	86 000	88 041	<b>89 356</b>	<b>3.1</b>
Transports et communications <sup>9</sup>	124 076	120 520	124 542	<b>138 576</b>	<b>143 123</b>	<b>5.0</b>
Autres services <sup>10</sup>	140 151	138 371	<b>152 288</b>	<b>156 124</b>	<b>156 631</b>	<b>5.4</b>
<b>Total</b>	<b>2 657 405</b>	<b>2 747 971</b>	<b>2 820 509</b>	<b>2 821 462</b>	<b>2 889 093</b>	<b>100.0</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>8</sup></b>	<b>2 015 350</b>	<b>2 017 622</b>	<b>2 084 753</b>	<b>2 276 125</b>	<b>2 337 623</b>	<b>80.9</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

## 1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Revenus de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>32 250</b>	<b>30 342</b>	<b>36 475</b>	<b>26 808</b>	<b>31 831</b>
Textile et habillement <sup>5</sup>	725	1 159	2 401	155	<b>1 400</b>
Chimie et plastique	8 429	10 468	10 521	<b>10 435</b>	<b>10 764</b>
Métallurgie et machines	2 609	2 218	2 859	<b>2 542</b>	<b>3 527</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	9 430	6 777	8 964	5 500	<b>6 177</b>
Autres industries et construction	11 058	9 720	11 731	8 177	<b>9 962</b>
<b>Services</b>	<b>- 25 151</b>	<b>22 042</b>	<b>38 882</b>	<b>16 780</b>	<b>28 104</b>
Commerce	5 345	3 025	5 471	<b>4 262</b>	<b>3 847</b>
Sociétés financières et holdings	19 686	13 796	<b>15 622</b>	<b>- 16</b>	<b>18 507</b>
dont					
en mains suisses <sup>6</sup>	1 579	2 258	<b>- 4</b>	<b>- 8 207</b>	<b>2 012</b>
en mains étrangères <sup>7</sup>	18 107	11 539	<b>15 626</b>	<b>8 191</b>	<b>16 495</b>
Banques	- 54 729	- 4 760	4 814	- 166	<b>- 5 211</b>
Assurances	1 889	7 186	12 177	12 627	<b>8 731</b>
Transports et communications	1 570	489	- 145	<b>- 1 072</b>	<b>246</b>
Autres services	1 087	2 306	944	<b>1 145</b>	<b>1 983</b>
<b>Total</b>	<b>7 099</b>	<b>52 384</b>	<b>75 357</b>	<b>43 588</b>	<b>59 935</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>7</sup></b>	<b>- 11 008</b>	<b>40 846</b>	<b>59 731</b>	<b>35 397</b>	<b>43 440</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) indique une perte.

<sup>4</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

## 1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Types de capitaux et groupes de pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Capital social</b>					
Europe	17 997	- 6 098	<b>17 307</b>	<b>- 236</b>	<b>11 162</b>
UE <sup>4</sup>	7 074	- 3 402	<b>19 323</b>	<b>451</b>	<b>10 210</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	10 924	- 2 695	- 2 016	<b>- 687</b>	<b>952</b>
Amérique du Nord	29 411	5 352	12 651	<b>- 9 533</b>	<b>10 318</b>
Amérique centrale et du Sud	5 831	6 309	- 650	<b>- 1 858</b>	<b>4 889</b>
dont					
centres financiers offshore <sup>6</sup>	5 123	6 863	- 7 847	<b>- 3 720</b>	<b>361</b>
Asie	- 6 680	2 125	1 628	<b>12 020</b>	<b>8 204</b>
Afrique	545	- 57	- 5	<b>956</b>	<b>382</b>
Océanie	1 502	724	- 330	<b>2 858</b>	<b>- 1 949</b>
Ensemble des pays	48 606	8 356	<b>30 600</b>	<b>4 206</b>	<b>33 006</b>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
Europe	- 4 242	9 521	<b>9 133</b>	<b>11 635</b>	<b>- 607</b>
UE <sup>4</sup>	- 10 684	9 355	<b>6 487</b>	<b>16 448</b>	<b>- 2 042</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	6 442	166	2 647	<b>- 4 812</b>	<b>1 435</b>
Amérique du Nord	- 19 678	5 255	13 512	<b>4 789</b>	<b>8 858</b>
Amérique centrale et du Sud	- 8 886	8 816	7 963	<b>- 13 687</b>	<b>4 185</b>
dont					
centres financiers offshore <sup>6</sup>	- 9 235	6 776	5 587	<b>- 15 043</b>	<b>2 417</b>
Asie	3 863	5 193	5 679	<b>3 536</b>	<b>3 026</b>
Afrique	3 059	137	349	<b>345</b>	<b>240</b>
Océanie	23	- 1 288	- 522	<b>1 007</b>	<b>328</b>
Ensemble des pays	- 25 861	27 634	<b>36 114</b>	<b>7 626</b>	<b>16 030</b>

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5

## Crédits

Europe	12 972	1 503	4 197	- 6 051	378
UE <sup>4</sup>	19 809	3 784	2 888	- 11 806	2 394
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 6 837	- 2 281	1 310	5 755	- 2 017
Amérique du Nord	16 619	- 1 959	- 3 148	16 413	- 4 431
Amérique centrale et du Sud	- 7 519	- 8 875	20 654	18 567	4 657
dont					
centres financiers offshore <sup>6</sup>	- 9 380	- 9 127	18 014	18 280	3 588
Asie	2 584	881	1 363	1 064	- 2 450
Afrique	193	840	1 275	- 135	- 1 653
Océanie	1 505	325	138	778	- 3 306
Ensemble des pays	26 355	- 7 286	24 479	30 636	- 6 806

## Total

Europe	26 728	4 926	30 637	5 348	10 932
UE <sup>4</sup>	16 199	9 736	28 697	5 093	10 562
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	10 530	- 4 810	1 940	256	371
Amérique du Nord	26 352	8 648	23 015	11 669	14 745
Amérique centrale et du Sud	- 10 574	6 250	27 967	3 022	13 731
dont					
centres financiers offshore <sup>6</sup>	- 13 493	4 511	15 754	- 483	6 366
Asie	- 232	8 199	8 670	16 619	8 780
Afrique	3 797	920	1 618	1 166	- 1 031
Océanie	3 030	- 240	- 714	4 644	- 4 927
Ensemble des pays	49 100	28 703	91 194	42 468	42 231

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

## 2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	<b>- 9 604</b>	<b>79 371</b>	<b>15 535</b>	<b>- 3 566</b>	<b>10 019</b>
UE <sup>4</sup>	- 8 442	78 587	16 641	- 8 209	21 041
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 1 162	783	- 1 106	4 644	- 11 021
<b>Pays sélectionnés</b>					
Belgique	- 2 289	- 3 408	1 444	121	- 2 470
Danemark	511	- 395	- 4 627	- 1 189	- 1 584
Allemagne	180	1 311	- 3 368	1 300	- 402
France <sup>6</sup>	- 2 925	3 761	3 659	- 4 618	2 858
Italie	1 191	- 144	- 915	- 1 273	- 100
Luxembourg	4 011	23 353	11 404	- 4 438	- 22 638
Pays-Bas	- 16 151	34 381	5 154	4 911	12 906
Autriche	7 539	7 132	1 645	2 342	- 1 099
Suède	666	1 527	- 677	208	- 742
Espagne	74	- 745	1 185	- 1 675	479
Royaume-Uni <sup>7</sup>	- 3 947	6 743	- 470	- 10 304	- 1 060
<b>Amérique du Nord</b>	<b>21 168</b>	<b>- 36 251</b>	<b>- 1 928</b>	<b>10 844</b>	<b>7 597</b>
Canada	- 661	- 125	- 28	- 48	- 100
Etats-Unis	21 829	- 36 126	- 1 899	10 891	7 697
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>5 143</b>	<b>- 10 964</b>	<b>22 122</b>	<b>4 321</b>	<b>- 139</b>
dont centres financiers offshore <sup>8</sup>	5 134	- 7 126	8 010	- 670	1 518
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>- 231</b>	<b>- 718</b>	<b>924</b>	<b>12 014</b>	<b>- 7 878</b>
dont Israël	34	21	36	1 289	- 1 306
Japon	- 498	87	198	2 358	416
<b>Ensemble des pays</b>	<b>16 476</b>	<b>31 437</b>	<b>36 653</b>	<b>23 613</b>	<b>9 600</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>8</sup> Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

## 2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>348 002</b>	<b>444 908</b>	<b>488 066</b>	<b>541 211</b>	<b>564 333</b>	<b>84.0</b>
UE <sup>3</sup>	344 234	433 974	478 643	500 912	531 595	79.2
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	3 768	10 934	9 423	40 299	32 738	4.9
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	4 085	3 755	5 556	4 669	3 514	0.5
Danemark	11 827	11 736	7 185	5 955	4 219	0.6
Allemagne	33 039	33 586	29 423	29 277	29 658	4.4
France <sup>5</sup>	34 228	39 403	41 183	35 414	38 819	5.8
Italie	5 837	6 067	5 183	4 100	4 034	0.6
Luxembourg	66 737	107 713	127 863	137 389	134 281	20.0
Pays-Bas	98 758	124 334	154 748	161 721	165 178	24.6
Autriche	67 658	75 596	60 036	62 150	62 720	9.3
Suède	3 417	4 260	3 493	4 480	3 863	0.6
Espagne	4 052	3 579	4 350	3 384	3 834	0.6
Royaume-Uni <sup>6</sup>	9 988	14 569	14 703	12 463	12 198	1.8
<b>Amérique du Nord</b>	<b>105 343</b>	<b>71 015</b>	<b>72 331</b>	<b>83 298</b>	<b>87 220</b>	<b>13.0</b>
Canada	210	82	182	450	417	0.1
Etats-Unis	105 133	70 933	72 149	82 848	86 804	12.9
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>17 109</b>	<b>- 6 033</b>	<b>13 639</b>	<b>11 338</b>	<b>11 658</b>	<b>1.7</b>
dont						
centres financiers offshore <sup>7</sup>	35 639	16 384	22 448	13 098	14 871	2.2
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>5 560</b>	<b>4 943</b>	<b>6 583</b>	<b>16 496</b>	<b>8 340</b>	<b>1.2</b>
dont						
Israël	1 010	1 121	1 290	2 437	1 340	0.2
Japon	625	630	754	2 431	3 315	0.5
<b>Ensemble des pays</b>	<b>476 013</b>	<b>514 833</b>	<b>580 619</b>	<b>652 342</b>	<b>671 551</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>7</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caimans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

## 2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Effectifs en Suisse en fin d'année

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs<sup>2</sup></b>						
Europe	209 064	219 394	<b>221 397</b>	<b>224 071</b>	<b>230 243</b>	<b>91.1</b>
UE <sup>3</sup>	207 982	218 766	<b>220 242</b>	<b>222 225</b>	<b>228 518</b>	<b>90.4</b>
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	1 082	628	1 155	<b>1 846</b>	<b>1 725</b>	<b>0.7</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	3 242	328	1 507	<b>1 546</b>	<b>310</b>	<b>0.1</b>
Danemark	15 633	15 149	14 637	14 714	<b>13 819</b>	<b>5.5</b>
Allemagne	56 361	53 671	48 507	<b>49 420</b>	<b>51 179</b>	<b>20.2</b>
France	21 446	21 328	<b>20 093</b>	<b>21 564</b>	<b>21 388</b>	<b>8.5</b>
Italie	8 894	8 761	9 453	<b>7 880</b>	<b>7 657</b>	<b>3.0</b>
Luxembourg	18 775	25 333	<b>27 935</b>	<b>33 586</b>	<b>33 514</b>	<b>13.3</b>
Pays-Bas	50 824	58 393	<b>61 919</b>	<b>60 842</b>	<b>63 212</b>	<b>25.0</b>
Autriche	10 039	12 100	13 005	<b>14 399</b>	<b>13 500</b>	<b>5.3</b>
Suède	5 608	5 037	4 876	5 385	<b>5 520</b>	<b>2.2</b>
Espagne	6 430	6 318	5 490	857	<b>1 569</b>	<b>0.6</b>
Royaume-Uni	7 422	7 385	7 856	<b>7 540</b>	<b>9 281</b>	<b>3.7</b>
Amérique du Nord	31 068	22 301	<b>20 441</b>	<b>21 011</b>	<b>16 826</b>	<b>6.7</b>
Canada	2 143	2 142	13	15	<b>15</b>	<b>0.0</b>
Etats-Unis	28 925	20 159	<b>20 428</b>	<b>20 996</b>	<b>16 811</b>	<b>6.7</b>
Amérique centrale et du Sud	1 999	1 476	697	<b>799</b>	<b>700</b>	<b>0.3</b>
dont centres financiers offshore <sup>5</sup>	1 838	1 331	543	<b>680</b>	<b>600</b>	<b>0.2</b>
Asie, Afrique et Océanie	2 300	2 395	3 431	<b>4 019</b>	<b>4 976</b>	<b>2.0</b>
dont Israël	336	335	331	<b>984</b>	<b>366</b>	<b>0.1</b>
Japon	309	343	1 017	<b>1 514</b>	<b>1 911</b>	<b>0.8</b>
Ensemble des pays	244 429	245 565	<b>245 965</b>	<b>249 900</b>	<b>252 746</b>	<b>100.0</b>



	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6

#### Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs <sup>6</sup>

Europe	113 427	126 184	<b>125 681</b>	<b>129 368</b>	<b>137 740</b>	<b>71.8</b>
UE <sup>3</sup>	110 502	123 452	<b>124 343</b>	<b>127 226</b>	<b>136 020</b>	<b>70.9</b>
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	2 925	2 732	1 338	<b>2 142</b>	<b>1 720</b>	<b>0.9</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	1 812	1 639	1 649	1 793	<b>2 611</b>	<b>1.4</b>
Danemark	1 634	1 810	1 993	2 243	<b>2 139</b>	<b>1.1</b>
Allemagne	43 023	50 270	<b>50 243</b>	<b>50 905</b>	<b>49 456</b>	<b>25.8</b>
France	20 366	21 993	<b>22 260</b>	<b>24 022</b>	<b>27 379</b>	<b>14.3</b>
Italie	5 117	5 440	5 852	<b>5 584</b>	<b>5 611</b>	<b>2.9</b>
Luxembourg	4 424	4 901	<b>4 996</b>	<b>4 802</b>	<b>6 539</b>	<b>3.4</b>
Pays-Bas	5 702	6 756	<b>5 896</b>	<b>7 001</b>	<b>7 434</b>	<b>3.9</b>
Autriche	5 530	5 539	5 694	7 059	<b>7 822</b>	<b>4.1</b>
Suède	6 304	7 796	7 537	6 936	<b>7 645</b>	<b>4.0</b>
Espagne	1 657	1 804	1 842	<b>1 462</b>	<b>1 689</b>	<b>0.9</b>
Royaume-Uni	13 812	14 021	<b>13 336</b>	<b>13 028</b>	<b>14 420</b>	<b>7.5</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>29 849</b>	<b>34 611</b>	<b>35 267</b>	<b>38 315</b>	<b>37 132</b>	<b>19.4</b>
Canada	1 262	1 667	<b>1 299</b>	<b>892</b>	<b>1 049</b>	<b>0.5</b>
Etats-Unis	28 587	32 944	<b>33 968</b>	<b>37 423</b>	<b>36 083</b>	<b>18.8</b>
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>7 133</b>	<b>7 369</b>	<b>6 751</b>	<b>7 545</b>	<b>6 799</b>	<b>3.5</b>
dont						
centres financiers offshore <sup>5</sup>	7 103	7 283	<b>6 655</b>	<b>7 427</b>	<b>6 767</b>	<b>3.5</b>
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>5 402</b>	<b>6 633</b>	<b>7 594</b>	<b>8 665</b>	<b>10 158</b>	<b>5.3</b>
dont						
Israël	244	294	206	321	<b>267</b>	<b>0.1</b>
Japon	2 776	3 105	2 864	3 832	<b>3 826</b>	<b>2.0</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>155 811</b>	<b>174 797</b>	<b>175 293</b>	<b>183 893</b>	<b>191 829</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

<sup>6</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup> (suite)

Effectifs en Suisse en fin d'année

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Ensemble des entreprises</b>						
Europe	322 491	345 578	<b>347 078</b>	<b>353 439</b>	<b>367 983</b>	<b>82.8</b>
UE <sup>3</sup>	318 484	342 218	<b>344 585</b>	<b>349 451</b>	<b>364 538</b>	<b>82.0</b>
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	4 007	3 360	2 493	<b>3 988</b>	<b>3 445</b>	<b>0.8</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	5 054	1 967	3 156	<b>3 339</b>	<b>2 921</b>	<b>0.7</b>
Danemark	17 267	16 959	16 630	16 957	<b>15 958</b>	<b>3.6</b>
Allemagne	99 384	103 941	<b>98 750</b>	<b>100 325</b>	<b>100 635</b>	<b>22.6</b>
France	41 812	43 321	<b>42 353</b>	<b>45 586</b>	<b>48 767</b>	<b>11.0</b>
Italie	14 011	14 201	15 305	<b>13 464</b>	<b>13 268</b>	<b>3.0</b>
Luxembourg	23 199	30 234	<b>32 931</b>	<b>38 388</b>	<b>40 053</b>	<b>9.0</b>
Pays-Bas	56 526	65 149	<b>67 815</b>	<b>67 843</b>	<b>70 646</b>	<b>15.9</b>
Autriche	15 569	17 639	18 699	<b>21 458</b>	<b>21 322</b>	<b>4.8</b>
Suède	11 912	12 833	12 413	12 321	<b>13 165</b>	<b>3.0</b>
Espagne	8 087	8 122	7 332	<b>2 319</b>	<b>3 258</b>	<b>0.7</b>
Royaume-Uni	21 234	21 406	<b>21 192</b>	<b>20 568</b>	<b>23 701</b>	<b>5.3</b>
Amérique du Nord	60 917	56 912	<b>55 708</b>	<b>59 326</b>	<b>53 958</b>	<b>12.1</b>
Canada	3 405	3 809	<b>1 312</b>	<b>907</b>	<b>1 064</b>	<b>0.2</b>
Etats-Unis	57 512	53 103	<b>54 396</b>	<b>58 419</b>	<b>52 894</b>	<b>11.9</b>
Amérique centrale et du Sud	9 132	8 845	<b>7 448</b>	<b>8 344</b>	<b>7 499</b>	<b>1.7</b>
dont centres financiers offshore <sup>5</sup>	8 941	8 614	<b>7 198</b>	<b>8 107</b>	<b>7 367</b>	<b>1.7</b>
Asie, Afrique et Océanie	7 702	9 028	11 025	<b>12 684</b>	<b>15 134</b>	<b>3.4</b>
dont Israël	580	629	537	<b>1 305</b>	<b>633</b>	<b>0.1</b>
Japon	3 085	3 448	3 881	<b>5 346</b>	<b>5 737</b>	<b>1.3</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>400 240</b>	<b>420 362</b>	<b>421 258</b>	<b>433 793</b>	<b>444 575</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

<sup>6</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>2 518</b>	<b>9 503</b>	<b>- 933</b>	<b>- 6 843</b>	<b>4 604</b>
Chimie et plastique	944	2 883	<b>2 535</b>	<b>1 626</b>	<b>164</b>
Métallurgie et machines	1 041	754	- 261	<b>- 7 645</b>	<b>923</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 705	3 972	- 1 588	<b>- 699</b>	<b>3 423</b>
Autres industries et construction	1 238	1 894	<b>- 1 620</b>	<b>- 125</b>	<b>93</b>
<b>Services</b>	<b>13 958</b>	<b>21 935</b>	<b>37 586</b>	<b>30 456</b>	<b>4 996</b>
Commerce	- 5 319	4 139	<b>10 871</b>	<b>11 396</b>	<b>6 349</b>
Sociétés financières et holdings	14 723	15 793	<b>24 986</b>	<b>19 761</b>	<b>- 4 919</b>
Banques <sup>5</sup>	2 518	2 287	<b>310</b>	<b>853</b>	<b>- 796</b>
Assurances	1 267	1 288	1 299	- 1 365	<b>- 59</b>
Transports et communications <sup>6</sup>	- 187	- 521	- 33	<b>348</b>	<b>5 923</b>
Autres services <sup>7</sup>	957	- 1 051	154	<b>- 537</b>	<b>- 1 501</b>
<b>Total</b>	<b>16 476</b>	<b>31 437</b>	<b>36 653</b>	<b>23 613</b>	<b>9 600</b>

## 2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>72 695</b>	<b>82 999</b>	<b>82 695</b>	<b>80 383</b>	<b>87 494</b>	<b>13.0</b>
Chimie et plastique	33 891	37 588	<b>38 889</b>	<b>38 314</b>	<b>39 642</b>	<b>5.9</b>
Métallurgie et machines	9 834	10 577	10 163	<b>10 408</b>	<b>11 346</b>	<b>1.7</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	20 947	23 534	<b>23 487</b>	<b>24 077</b>	<b>27 659</b>	<b>4.1</b>
Autres industries et construction	8 023	11 300	10 157	<b>7 584</b>	<b>8 846</b>	<b>1.3</b>
<b>Services</b>	<b>403 318</b>	<b>431 834</b>	<b>497 924</b>	<b>571 959</b>	<b>584 058</b>	<b>87.0</b>
Commerce	45 160	54 458	<b>73 943</b>	<b>108 769</b>	<b>118 333</b>	<b>17.6</b>
Sociétés financières et holdings <sup>4</sup>	273 807	291 784	<b>339 936</b>	<b>362 484</b>	<b>361 621</b>	<b>53.8</b>
Banques <sup>5</sup>	38 346	38 952	34 400	<b>34 203</b>	<b>32 996</b>	<b>4.9</b>
Assurances	20 863	22 810	26 256	<b>24 248</b>	<b>24 715</b>	<b>3.7</b>
Transports et communications <sup>6</sup>	12 256	12 028	12 013	<b>19 757</b>	<b>25 407</b>	<b>3.8</b>
Autres services <sup>7</sup>	12 886	11 803	11 377	<b>22 499</b>	<b>20 986</b>	<b>3.1</b>
<b>Total</b>	<b>476 013</b>	<b>514 833</b>	<b>580 619</b>	<b>652 342</b>	<b>671 551</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>5</sup> Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans *Transports et communications*.

## 2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Effectifs en Suisse en fin d'année

	2008	2009	2010	2011	2012	Part en %
	1	2	3	4	5	6

#### Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs<sup>2</sup>

<b>Industrie</b>	<b>100 146</b>	<b>98 383</b>	<b>95 056</b>	<b>95 732</b>	<b>95 954</b>	<b>38.0</b>
Chimie et plastique	20 293	22 464	21 870	<b>22 907</b>	<b>22 011</b>	<b>8.7</b>
Métallurgie et machines	22 711	23 503	20 939	<b>21 687</b>	<b>22 908</b>	<b>9.1</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	34 334	32 909	31 702	<b>32 275</b>	<b>32 390</b>	<b>12.8</b>
Autres industries et construction	22 808	19 507	20 546	<b>18 863</b>	<b>18 646</b>	<b>7.4</b>
<b>Services</b>	<b>144 283</b>	<b>147 182</b>	<b>150 909</b>	<b>154 168</b>	<b>156 791</b>	<b>62.0</b>
Commerce	43 209	48 407	<b>49 401</b>	<b>51 229</b>	<b>52 516</b>	<b>20.8</b>
Sociétés financières et holdings	10 444	10 141	10 696	<b>11 142</b>	<b>11 644</b>	<b>4.6</b>
Banques	21 707	21 011	20 585	<b>20 067</b>	<b>19 798</b>	<b>7.8</b>
Assurances	9 369	9 513	9 300	9 295	<b>9 330</b>	<b>3.7</b>
Transports et communications	25 864	24 728	24 827	<b>25 772</b>	<b>26 259</b>	<b>10.4</b>
Autres services	33 691	33 382	<b>36 101</b>	<b>36 662</b>	<b>37 244</b>	<b>14.7</b>
<b>Total</b>	<b>244 429</b>	<b>245 565</b>	<b>245 965</b>	<b>249 900</b>	<b>252 746</b>	<b>100.0</b>

#### Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs<sup>3</sup>

<b>Industrie</b>	<b>52 221</b>	<b>58 128</b>	<b>56 738</b>	<b>61 666</b>	<b>60 796</b>	<b>31.7</b>
Chimie et plastique	7 103	7 526	8 213	<b>7 673</b>	<b>7 553</b>	<b>3.9</b>
Métallurgie et machines	18 054	19 103	18 483	<b>19 243</b>	<b>17 860</b>	<b>9.3</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	12 629	16 166	<b>16 868</b>	<b>17 998</b>	<b>18 098</b>	<b>9.4</b>
Autres industries et construction	14 435	15 333	13 174	<b>16 752</b>	<b>17 285</b>	<b>9.0</b>
<b>Services</b>	<b>103 590</b>	<b>116 669</b>	<b>118 555</b>	<b>122 227</b>	<b>131 033</b>	<b>68.3</b>
Commerce	42 681	50 768	<b>53 796</b>	<b>55 082</b>	<b>57 854</b>	<b>30.2</b>
Sociétés financières et holdings	5 852	6 266	5 518	5 950	<b>6 190</b>	<b>3.2</b>
Banques	490	660	627	594	<b>728</b>	<b>0.4</b>
Assurances	956	1 047	<b>1 030</b>	1 078	<b>1 265</b>	<b>0.7</b>
Transports et communications	8 365	9 329	9 783	<b>9 669</b>	<b>9 842</b>	<b>5.1</b>
Autres services	45 246	48 599	<b>47 801</b>	<b>49 854</b>	<b>55 154</b>	<b>28.8</b>
<b>Total</b>	<b>155 811</b>	<b>174 797</b>	<b>175 293</b>	<b>183 893</b>	<b>191 829</b>	<b>100.0</b>

#### Ensemble des entreprises

<b>Industrie</b>	<b>152 367</b>	<b>156 511</b>	<b>151 794</b>	<b>157 398</b>	<b>156 750</b>	<b>35.3</b>
Chimie et plastique	27 396	29 990	30 083	<b>30 580</b>	<b>29 564</b>	<b>6.6</b>
Métallurgie et machines	40 765	42 606	39 422	<b>40 930</b>	<b>40 768</b>	<b>9.2</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	46 963	49 075	<b>48 570</b>	<b>50 273</b>	<b>50 488</b>	<b>11.4</b>
Autres industries et construction	37 243	34 840	33 720	<b>35 615</b>	<b>35 931</b>	<b>8.1</b>
<b>Services</b>	<b>247 873</b>	<b>263 851</b>	<b>269 464</b>	<b>276 395</b>	<b>287 824</b>	<b>64.7</b>
Commerce	85 890	99 175	<b>103 197</b>	<b>106 311</b>	<b>110 370</b>	<b>24.8</b>
Sociétés financières et holdings	16 296	16 407	16 214	<b>17 092</b>	<b>17 834</b>	<b>4.0</b>
Banques	22 197	21 671	21 212	<b>20 661</b>	<b>20 526</b>	<b>4.6</b>
Assurances	10 325	10 560	<b>10 330</b>	10 373	<b>10 595</b>	<b>2.4</b>
Transports et communications	34 229	34 057	34 610	<b>35 441</b>	<b>36 101</b>	<b>8.1</b>
Autres services	78 937	81 981	<b>83 902</b>	<b>86 516</b>	<b>92 398</b>	<b>20.8</b>
<b>Total</b>	<b>400 240</b>	<b>420 362</b>	<b>421 258</b>	<b>433 793</b>	<b>444 575</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Revenus de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>3 577</b>	<b>5 211</b>	<b>4 588</b>	<b>5 709</b>	<b>7 424</b>
Chimie et plastique	2 347	2 372	<b>2 982</b>	<b>4 060</b>	<b>4 017</b>
Métallurgie et machines	- 71	- 871	811	<b>571</b>	<b>1 045</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	795	3 062	362	<b>618</b>	<b>1 858</b>
Autres industries et construction	506	648	434	<b>461</b>	<b>505</b>
<b>Services</b>	<b>42 593</b>	<b>34 503</b>	<b>32 893</b>	<b>28 091</b>	<b>33 311</b>
Commerce	7 004	9 103	<b>13 701</b>	<b>12 259</b>	<b>8 085</b>
Sociétés financières et holdings	29 482	19 860	<b>12 843</b>	<b>11 462</b>	<b>14 682</b>
Banques	2 203	2 062	<b>1 197</b>	<b>1 226</b>	<b>2 171</b>
Assurances	1 901	2 718	3 824	2 476	<b>2 627</b>
Transports et communications	1 226	590	507	605	<b>5 320</b>
Autres services	776	170	821	<b>64</b>	<b>428</b>
<b>Total</b>	<b>46 170</b>	<b>39 714</b>	<b>37 482</b>	<b>33 800</b>	<b>40 736</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) indique une perte.

<sup>4</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

## 2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Types de capitaux et groupes de pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2008	2009	2010	2011	2012
	1	2	3	4	5
<b>Capital social</b>					
Europe	- 5 589	55 038	<b>1 078</b>	<b>- 7 458</b>	<b>- 6 127</b>
UE <sup>4</sup>	- 5 757	54 785	<b>908</b>	<b>- 7 475</b>	<b>- 162</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	169	254	<b>169</b>	<b>17</b>	<b>- 5 965</b>
Amérique du Nord	3 936	- 28 271	- 38	<b>- 254</b>	<b>4 381</b>
Amérique centrale et du Sud	851	- 6 905	<b>10 038</b>	<b>- 1 057</b>	<b>65</b>
Asie, Afrique et Océanie	- 5	48	169	<b>13 121</b>	<b>- 8 358</b>
Ensemble des pays	- 807	19 910	<b>11 246</b>	<b>4 352</b>	<b>- 10 039</b>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
Europe	- 12 575	22 038	<b>7 033</b>	<b>7 576</b>	<b>12 014</b>
UE <sup>4</sup>	- 12 519	22 374	<b>6 953</b>	<b>10 390</b>	<b>16 487</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 56	- 337	80	<b>- 2 814</b>	<b>- 4 472</b>
Amérique du Nord	11 265	4 295	<b>2 949</b>	<b>3 857</b>	<b>2 623</b>
Amérique centrale et du Sud	- 284	- 123	374	<b>1 188</b>	<b>28</b>
Asie, Afrique et Océanie	214	- 195	<b>171</b>	<b>- 839</b>	<b>- 520</b>
Ensemble des pays	- 1 381	26 015	<b>10 527</b>	<b>11 783</b>	<b>14 145</b>

2008	2009	2010	2011	2012
1	2	3	4	5

### Crédits

Europe	8 561	2 295	<b>7 424</b>	<b>- 3 684</b>	<b>4 132</b>
UE <sup>4</sup>	9 835	1 429	<b>8 779</b>	<b>- 11 124</b>	<b>4 716</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 1 275	866	<b>- 1 355</b>	<b>7 440</b>	<b>- 584</b>
Amérique du Nord	5 967	- 12 275	<b>- 4 838</b>	<b>7 240</b>	<b>593</b>
Amérique centrale et du Sud	4 576	- 3 936	<b>11 709</b>	<b>4 190</b>	<b>- 231</b>
Asie, Afrique et Océanie	- 440	- 571	584	<b>- 268</b>	<b>1 001</b>
Ensemble des pays	18 664	- 14 488	<b>14 880</b>	<b>7 478</b>	<b>5 494</b>

### Total

Europe	- 9 604	79 371	<b>15 535</b>	<b>- 3 566</b>	<b>10 019</b>
UE <sup>4</sup>	- 8 442	78 587	<b>16 641</b>	<b>- 8 209</b>	<b>21 041</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 1 162	783	<b>- 1 106</b>	<b>4 644</b>	<b>- 11 021</b>
Amérique du Nord	21 168	- 36 251	<b>- 1 928</b>	<b>10 844</b>	<b>7 597</b>
Amérique centrale et du Sud	5 143	- 10 964	<b>22 122</b>	<b>4 321</b>	<b>- 139</b>
Asie, Afrique et Océanie	- 231	- 718	<b>924</b>	<b>12 014</b>	<b>- 7 878</b>
Ensemble des pays	16 476	31 437	<b>36 653</b>	<b>23 613</b>	<b>9 600</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

# Informations complémentaires sur les investissements directs et les thèmes spéciaux

---

De plus amples informations concernant les investissements directs figurent sur le site Internet de la BNS, à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), Statistiques/Publication de données statistiques.

Les tableaux du rapport sur les investissements directs sont disponibles, pour des périodes plus longues également et dans un format modifiable, à la page Internet susmentionnée, sous Investissements directs. Par ailleurs, les thèmes spéciaux qui ont paru dans d'anciens rapports sur les investissements directs peuvent être consultés sous Archives<sup>1</sup>. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des thèmes spéciaux traités depuis 2002.

De plus, la BNS fournit des données sur les investissements directs dans d'autres publications, elles aussi présentées sur son site Internet, à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), Statistiques/Publication de données statistiques. Le rapport Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles) paraît trois mois après la fin de chaque trimestre et contient des données sur les flux d'investissements directs avec leur ventilation par branches. La Balance suisse des paiements (rapport annuel) paraît en août. Des données sur les flux d'investissements directs, avec leur ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée. La Position extérieure nette de la Suisse paraît en décembre. Elle comprend des données annuelles sur les stocks d'investissement directs. La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec leur ventilation par branches et par pays. En outre, des séries chronologiques longues afférentes à ces publications sont disponibles sous forme électronique.

Année	Thème spécial
2002	Les investissements directs suisses dans les pays adhérant à l'UE en 2004 Les investissements directs, un indicateur de la mondialisation de l'économie
2003	La Suisse, pays d'implantation de sociétés financières et holdings étrangères
2004	Les investissements directs suisses en République populaire de Chine et en Inde
2005 à 2012	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
2006 à 2012	Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger
2008 à 2012	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire

<sup>1</sup> Adresse électronique des Archives: [www.snb.ch/fr/i/about/stat/statpub/fdi/id/statpub\\_fdi\\_hist](http://www.snb.ch/fr/i/about/stat/statpub/fdi/id/statpub_fdi_hist)





**Editeur**

Banque nationale suisse  
Statistique  
CH-8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 31 11

**Renseignements**

bop@snb.ch

**Langues**

Français, allemand, anglais

**Conception**

Interbrand AG, Zurich

**Impression**

Neidhart + Schön AG, Zurich

**Imprimé en**

décembre 2013

ISSN 1662-4319 (version imprimée)  
ISSN 1661-156X (version électronique)

**Accès aux publications**

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), Publications.

Le calendrier des publications figure sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), Médias/Calendrier.

Une grande partie des publications peut être obtenue sur papier, sous forme d'exemplaires isolés ou d'abonnement, à l'adresse suivante:  
Banque nationale suisse, Bibliothèque,  
Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 32 84  
Fax: +41 44 631 81 14  
E-mail: [library@snb.ch](mailto:library@snb.ch)

**Droit d'auteur/copyright ©**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

**Limitation de la responsabilité**

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2013